

## Rapport de gestion

*Le présent rapport de gestion porte sur notre situation financière et nos résultats opérationnels au 30 septembre 2011 et pour le trimestre (troisième trimestre) et la période de neuf mois (cumul depuis le début de l'exercice) clos à cette date, par rapport aux périodes correspondantes de 2010. Le présent rapport de gestion doit être lu en parallèle avec nos états financiers consolidés intermédiaires non audités et les notes les accompagnant pour la période close le 30 septembre 2011 (états financiers intermédiaires), et les états financiers annuels audités et le rapport de gestion de Placements Bell Aliant Communications régionales, société en commandite (Placements Bell Aliant, s.e.c.) pour l'exercice clos le 31 décembre 2010. Tous les montants du présent document, sauf indication contraire, sont en millions de dollars canadiens. Nos états financiers intermédiaires, y compris l'information pour les périodes correspondantes présentées dans ce document, ont été préparés conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS). Les états financiers annuels de Placements Bell Aliant, s.e.c. ont été préparés conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada (PCGR du Canada).*

*Le 1<sup>er</sup> janvier 2011, le Fonds de revenu Bell Aliant Communications régionales (le Fonds) a achevé sa conversion, passant d'une structure de fiducie de revenu à celle de société par actions (la conversion). Bell Aliant Inc. est la société qui a succédé au Fonds. Dans le cadre de la conversion, Placements Bell Aliant, s.e.c. a été dissoute et certaines de ses filiales et sociétés affiliées ont fusionné. Bell Aliant Communications régionales inc. (Bell Aliant, commandité) est la société qui a succédé à Placements Bell Aliant, s.e.c. Dans ce document, sauf indication contraire ou incompatibilité avec le contexte, toute utilisation des termes « nous » et « nos/notre » fait référence à Bell Aliant, commandité et à ses filiales pour 2011 et les périodes ultérieures ainsi qu'à Placements Bell Aliant, s.e.c. et à ses filiales pour les périodes précédant le 1<sup>er</sup> janvier 2011.*

*Des renseignements supplémentaires à notre égard et à l'égard de Bell Aliant Inc., y compris les notices annuelles et les autres rapports financiers récents, se trouvent sur le site Web de Bell Aliant Inc., à l'adresse [www.bellaliant.ca](http://www.bellaliant.ca). Ces documents et d'autres documents d'information continue se trouvent également à l'adresse [www.sedar.com](http://www.sedar.com).*

### Informations prospectives

*Le présent rapport de gestion est daté du 1<sup>er</sup> novembre 2011 et il contient des informations prospectives qui ont trait à notre situation financière et à nos résultats opérationnels futurs ainsi qu'aux événements et circonstances futurs prévus, particulièrement ceux décrits aux rubriques « Autres mesures du rendement financier », « Stratégie », « Activités opérationnelles », « Besoins en liquidités », « Changements futurs de méthodes comptables », « Modifications réglementaires », « Hypothèses formulées lors de la préparation des informations prospectives » et « Cibles révisées pour 2011 ». Ces informations prospectives ont pour but de fournir au lecteur des renseignements sur nos attentes, nos plans et nos priorités pour l'exercice 2011 et pour les périodes futures. Les lecteurs sont avisés que l'utilisation de ces informations à d'autres fins peut ne pas être appropriée. Ces informations sont fondées sur nos estimations quant aux marchés sur lesquels nous exerçons des activités, ainsi que sur nos opinions et hypothèses relatives à ces marchés. Sauf indication contraire, les informations prospectives contenues dans le présent rapport de gestion décrivent nos attentes au 1<sup>er</sup> novembre 2011. Dans certains cas, les informations prospectives peuvent être décelées par l'utilisation de termes comme « prévoir », « croire », « pouvoir », « s'attendre à », « planifier », « chercher à », « avoir l'intention de » et d'autres termes semblables ainsi que de temps et de modes comme le futur et le conditionnel.*

*Ces informations comportent des risques et des incertitudes importants qui sont difficilement prévisibles ainsi que des hypothèses qui peuvent se révéler inexactes. Certains des facteurs de risque pouvant amener les résultats ou les événements à différer de manière importante des prévisions actuelles comprennent, sans s'y limiter, l'intensification de la concurrence; la capacité de la direction à mettre en œuvre des stratégies et des plans, notamment l'expansion de notre réseau de fibre optique jusqu'au domicile (FTTH) et la gestion de notre structure de coûts; la conjoncture économique générale; l'évaluation des régimes de retraite et les risques liés aux placements; la dépendance envers les systèmes; l'évolution de la technologie; la demande pour nos produits et services; nos relations d'affaires avec BCE Inc. (BCE) et Bell Canada; l'évolution de la*

*réglementation; la dépendance envers des fournisseurs clés; le maintien des cotes de crédit; les clauses restrictives et celles relatives à l'effet de levier; les droits de gouvernance de BCE; la dépendance à l'égard du personnel clé et les relations de travail, y compris le besoin de planifier efficacement la continuité d'exploitation et la capacité d'attirer de nouveaux employés et de les garder; les éventualités de nature juridique et les modifications apportées aux lois, y compris en matière de respect de la vie privée et de sécurité des renseignements concernant les clients ainsi que les risques en matière de fiscalité. Certains de ces facteurs de risque sont dans une grande mesure indépendants de notre volonté. En outre, nous avons formulé un certain nombre d'hypothèses relativement aux informations prospectives dans ce rapport de gestion, notamment en ce qui a trait à l'économie canadienne, aux marchés, et aux résultats opérationnels et financiers. Se reporter à la rubrique « Hypothèses formulées lors de la préparation des informations prospectives et risques pouvant avoir une incidence sur nos activités et nos résultats » du présent rapport de gestion pour obtenir plus de détails sur ces hypothèses et facteurs de risque, entre autres.*

*Si l'un de ces facteurs de risque avait une incidence imprévue sur nous, ou si les hypothèses sous-jacentes aux informations prospectives se révélaient inexactes, les résultats ou événements réels pourraient différer considérablement des résultats ou des événements prévus. Sauf indication contraire, les informations prospectives ne tiennent pas compte de l'incidence que pourraient avoir sur nos activités des opérations ou des éléments non récurrents ou exceptionnels annoncés ou se produisant une fois que les informations ont été fournies. Toutes les informations prospectives contenues dans le présent document et les documents dont il est fait mention dans le présent document sont fournies sous réserve de la présente mise en garde. Rien ne garantit que les résultats ou les faits que nous avons prévus se réaliseront ou, même s'ils se réalisent en quasi-totalité, qu'ils auront les conséquences prévues. Sauf dans la mesure où les lois canadiennes sur les valeurs mobilières l'exigent, nous n'avons pas l'intention de mettre à jour ni de réviser ces déclarations prospectives et nous ne nous engageons aucunement à les mettre à jour ni à les réviser, même si de nouveaux renseignements devenaient disponibles par suite d'événements futurs, ou pour toute autre raison. Le lecteur ne doit pas se fier sans réserve aux informations prospectives.*

*Pour obtenir des renseignements supplémentaires sur les hypothèses et les facteurs importants utilisés dans l'établissement de l'information prospective ainsi que sur les facteurs de risque qui pourraient engendrer un écart important entre les résultats réels et les informations prospectives, se reporter également à la rubrique « Gestion des risques » du rapport de gestion du Fonds pour l'exercice clos le 31 décembre 2010, ainsi qu'aux rubriques « Hypothèses formulées lors de la préparation des informations prospectives » et « Risques pouvant avoir une incidence sur nos activités et nos résultats » de notre rapport de gestion pour l'exercice clos le 31 décembre 2010, lesquels se trouvent aux adresses [www.bellaliant.ca](http://www.bellaliant.ca) et [www.sedar.com](http://www.sedar.com).*

## NOS ACTIVITÉS

Nous sommes l'un des plus grands fournisseurs nord-américains de services de communications régionales et nous servons notre clientèle depuis plus d'un siècle. Grâce à nos services *FibreOP<sup>MC</sup>*, nous étions la première société au Canada à avoir déployé la technologie FTTH dans une ville entière. Nous offrons une gamme complète de services d'information et de communication et de services technologiques novateurs, dont des services de transmission de la voix et de données, des services Internet, des services de télévision, des services de vidéo, des services sans fil et des solutions d'affaires à valeur ajoutée à nos clients dans six provinces canadiennes.

Nos principales activités sont exercées par nos trois sociétés en commandite en exploitation, Bell Aliant Communications régionales, société en commandite (Bell Aliant, s.e.c.), Télébec, société en commandite (Télébec) et NorthernTel, société en commandite (NorthernTel). Nous consolidons ces sociétés en commandite ainsi que d'autres sociétés en commandite et sociétés filiales dans nos états financiers. Nous exerçons nos activités au sein d'un seul secteur à présenter, ce qui traduit la façon dont nous sommes organisés et gérés aux fins de la planification et de l'évaluation du rendement ainsi que de la prise de décisions en matière de répartition des ressources.

## CONVERSION EN SOCIÉTÉ PAR ACTIONS

Le 1<sup>er</sup> janvier 2011, le Fonds a achevé sa conversion, passant d'une structure de fiducie de revenu à celle de société par actions, laquelle société se nomme Bell Aliant Inc.

Les porteurs de parts du Fonds ont reçu une action ordinaire de Bell Aliant Inc. pour chaque part du Fonds détenue et, par conséquent, leur pourcentage de participation dans Bell Aliant Inc. est, dans les faits, demeuré inchangé à l'issue de la conversion. Les transactions liées à la conversion ont été comptabilisées à la valeur comptable, puisqu'il n'y a pas eu de changement de propriété ou de contrôle notable. BCE et Bell Canada conservent également les mêmes droits de gouvernance ainsi que le même pourcentage de participation dans Bell Aliant Inc. que ceux qu'ils avaient dans le Fonds (comme s'il avait été converti) avant la conversion.

Pour des renseignements supplémentaires concernant la conversion, se reporter à nos états financiers intermédiaires et à notre rapport de gestion pour le trimestre (premier trimestre) clos le 31 mars 2011.

## REVUE DU TROISIÈME TRIMESTRE

L'accent continu mis sur nos priorités stratégiques a donné lieu à une variation positive de nos produits en 2011. Nos produits tirés des services Internet, des services de télévision et des services sans fil demeurent à la hausse, tandis que la baisse des produits tirés de nos services de transmission de la voix et de données traditionnels a ralenti par rapport aux résultats enregistrés au cours des exercices récents. En raison de l'élargissement de la zone de couverture de nos services *FibreOP*, les produits opérationnels pour notre marché résidentiel de l'Atlantique ont continué d'augmenter, poursuivant ainsi la tendance positive que nous avons commencé à observer au premier semestre de 2011. Nous demeurons déterminés à établir une nouvelle structure de coûts, étant donné que la poursuite des initiatives de restructuration et des améliorations en matière de productivité a contribué à atténuer l'incidence sur le BAIIA des baisses des produits tirés des services traditionnels et à préserver de solides marges du BAIIA. Par ailleurs, nous nous sommes davantage concentrés sur la gestion du fonds de roulement de manière à améliorer les flux de trésorerie. Ensemble, ces réalisations ont contribué à ce que nous puissions générer des flux de trésorerie disponibles de 109,9 M\$ pour le troisième trimestre de 2011.

Sommaire des résultats opérationnels

Pour les périodes closes les 30 septembre <i>(en millions de dollars, sauf indication contraire)</i>	T3			Cumul depuis le début de l'exercice		
	2011	2010	Variation en %	2011	2010	Variation en %
Produits opérationnels	700,2 \$	703,7 \$	(0,5)	2 074,4 \$	2 092,5 \$	(0,9)
BAIIA <sup>1</sup>	339,7 \$	349,3 \$	(2,7)	1 002,5 \$	1 031,0 \$	(2,8)
Marque du BAIIA <sup>1</sup>	48,5 %	49,6 %	(2,2)	48,3 %	49,3 %	(2,0)
Bénéfice opérationnel	153,7 \$	175,5 \$	(12,4)	500,3 \$	496,1 \$	0,8
Bénéfice net lié aux activités poursuivies	80,1 \$	32,5 \$	n.s.	256,3 \$	351,5 \$	(27,1)
Bénéfice net (perte nette) lié(e) aux activités abandonnées	(0,2)	0,6	n.s.	(4,4)	(1,1)	n.s.
Bénéfice net	79,9 \$	33,1 \$	n.s.	251,9 \$	350,4 \$	(28,1)

n.s. non significatif

1. Le BAIIA et la marge du BAIIA sont des mesures financières non définies par les IFRS. Se reporter à la rubrique « Mesures financières non définies par les IFRS » pour obtenir plus de détails.

Bien que nous commençons à connaître un élan positif au cours de cet exercice, les produits opérationnels ont diminué légèrement, soit de 0,5 %, ou 3,5 M\$, au troisième trimestre de 2011 et de 0,9 %, ou 18,1 M\$, pour le cumul depuis le début de l'exercice 2011, par rapport aux périodes correspondantes de 2010. La diminution au troisième trimestre de 2011 et pour le cumul depuis le début de l'exercice 2011 découle des baisses des produits tirés des services locaux et d'accès et des services interurbains, qui ont été partiellement contrebalancées par la croissance de nos produits tirés des services de données et des services sans fil. La baisse des produits tirés des services de transmission de la voix est principalement imputable à la diminution du nombre de clients des services d'accès au réseau (SAR) en raison des pertes au profit des concurrents et d'une diminution du nombre de lignes principales, alors que les clients choisissent les services sans fil et les services voix sur protocole Internet (voix sur IP). La croissance de notre clientèle des services Internet haute vitesse, de télévision sur IP et sans fil, ainsi que la hausse des produits moyens par client (PMC) découlant du passage à des services à valeur plus élevée et de l'établissement de tarifs ciblés ont contribué à l'augmentation des produits tirés de ces services. En 2011, les autres produits ont augmenté au cours du troisième trimestre en raison de la hausse des produits tirés du raccordement aux poteaux, mais ils ont diminué pour le cumul depuis le début de l'exercice principalement en raison des ventes liées au sommet du G8 tenu au deuxième trimestre de 2010, lesquelles ne se sont pas reproduites en 2011.

Le BAIIA a diminué de 2,7 %, ou 9,6 M\$, au troisième trimestre de 2011 et de 2,8 %, ou 28,5 M\$, pour le cumul depuis le début de l'exercice 2011 par rapport aux périodes correspondantes de 2010. Cette diminution découle essentiellement de la réduction des produits opérationnels et d'un changement dans la composition des produits opérationnels en faveur des produits à plus faible marge, ainsi que de l'augmentation des coûts opérationnels liés à l'expansion de nos services *FibreOP* au cours de 2011. Les économies effectuées grâce à nos initiatives d'approvisionnement et à nos efficacités opérationnelles en cours ont contribué à atténuer les pressions sur les coûts engagés en 2011 relativement à nos secteurs d'activité en croissance.

La marge du BAIIA s'est établie à 48,5 % au troisième trimestre de 2011, une diminution de 1,1 point de pourcentage par rapport au troisième trimestre de 2010. Pour le cumul depuis le début de l'exercice 2011, la marge du BAIIA a diminué de 1,0 point de pourcentage pour s'établir à 48,3 %, par rapport à la période correspondante de 2010.

Le bénéfice opérationnel a diminué de 12,4 %, ou 21,8 M\$, au troisième trimestre de 2011 et il a augmenté de 0,8 %, ou 4,2 M\$, pour le cumul depuis le début de l'exercice 2011 par rapport aux périodes correspondantes de 2010. Au troisième trimestre de 2011 et pour le cumul depuis le début de l'exercice 2011, la diminution du BAIIA a été plus que contrebalancée par une baisse des amortissements qui reflète une diminution de nos actifs amortissables, principalement en raison de la perte de valeur comptabilisée relativement à certaines de nos immobilisations incorporelles à durée de vie déterminée au quatrième trimestre de 2010. Nos initiatives en matière de productivité ont fait diminuer le bénéfice opérationnel, alors que les coûts liés aux indemnités de départ et autres coûts ont augmenté de 25,8 M\$ et de 17,1 M\$ pour le troisième trimestre de 2011 et le cumul depuis le début de l'exercice 2011, respectivement, par rapport aux périodes correspondantes de 2010.

Au troisième trimestre de 2011, le bénéfice net a augmenté de 46,8 M\$ par rapport au troisième trimestre de 2010. Cette amélioration découle d'une hausse de 47,6 M\$ du bénéfice net lié aux activités poursuivies, légèrement contrebalancée par une augmentation de 0,8 M\$ de la perte nette liée aux activités abandonnées. Pour le cumul depuis le début de l'exercice 2011, le bénéfice net a diminué de 98,5 M\$ par rapport à la période correspondante de 2010, résultat qui reflète une réduction de 95,2 M\$ du bénéfice net lié aux activités poursuivies et une augmentation de 3,3 M\$ de la perte nette liée aux activités abandonnées.

Pour le troisième trimestre de 2011 et le cumul depuis le début de l'exercice 2011, le bénéfice net lié aux activités poursuivies n'est pas directement comparable à celui des périodes correspondantes de 2010 en raison de la conversion qui a eu lieu le 1<sup>er</sup> janvier 2011. En 2010, le résultat net lié aux activités poursuivies incluait des profits et des pertes liés à la réévaluation à la juste valeur des parts de société en commandite échangeables de catégorie B émises par Bell Aliant, s.e.c., ainsi que les distributions déclarées sur ces parts de société en commandite échangeables. La réévaluation et la distribution ne se sont pas reproduites en 2011, car les parts qu'elles visaient nous ont été transférées dans le cadre de la conversion et sont maintenant éliminées depuis la consolidation de Bell Aliant, s.e.c. De plus, la charge d'impôt sur le résultat a

augmenté en 2011 par rapport à 2010 en raison de la conversion et de l'augmentation des taux d'imposition effectifs et du bénéfice imposable. L'augmentation d'un exercice à l'autre découle également des coûts liés au remboursement par anticipation des billets à moyen terme, qui étaient plus élevés en 2010 qu'en 2011.

En 2011, la perte nette liée aux activités abandonnées s'est chiffrée à 0,2 M\$ au troisième trimestre et à 4,4 M\$ pour le cumul depuis le début de l'exercice, résultats qui reflètent essentiellement la perte après impôt à la vente de notre division xwave conclue le 1<sup>er</sup> janvier 2011. Les activités abandonnées en 2010 reflétaient les résultats opérationnels de notre division xwave.

#### Autres mesures du rendement financier

Les flux de trésorerie disponibles et le bénéfice par action (BPA) ajusté de Bell Aliant Inc. font partie de nos principales mesures du rendement financier. Le tableau suivant présente un rapprochement sommaire des flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles et des flux de trésorerie disponibles, des dividendes/distributions déclarés ainsi que du bénéfice par action ajusté de Bell Aliant Inc. pour le troisième trimestre de 2011 et le cumul depuis le début de l'exercice 2011 par rapport aux périodes correspondantes de 2010. Étant donné que nos activités soutiennent le versement de dividendes aux actionnaires de Bell Aliant Inc., les flux de trésorerie disponibles combinent notre rendement au chapitre des liquidités et celui de Bell Aliant Inc.

Pour les périodes closes les 30 septembre (en millions de dollars, sauf les montants par action)	T3			Cumul depuis le début de l'exercice		
	2011	2010	Variation en %	2011	2010	Variation en %
Flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles	272,5 \$	258,2 \$	5,5	625,8 \$	715,8 \$	(12,6)
Flux de trésorerie affectés aux activités opérationnelles de Bell Aliant Inc.	(0,4)	(1,1)	(63,6)	(1,5)	(2,9)	(48,3)
Total des flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles	272,1	257,1	5,8	624,3	712,9	(12,4)
Dépenses d'investissement	(162,2)	(113,4)	43,0	(435,7)	(332,0)	31,2
Flux de trésorerie disponibles <sup>1</sup>	109,9 \$	143,7 \$	(23,5)	188,6 \$	380,9 \$	(50,5)
Cotisation forfaitaire aux régimes de retraite	–	–	n.s.	200,0	–	n.s.
Flux de trésorerie disponibles <sup>1</sup> avant la cotisation forfaitaire aux régimes de retraite	109,9 \$	143,7 \$	(23,5)	388,6 \$	380,9 \$	2,0
Dividendes/distributions déclarés sur les actions ordinaires/parts <sup>2</sup>	108,2 \$	165,1 \$	(34,5)	324,6 \$	495,3 \$	(34,5)
Dividendes déclarés sur les actions privilégiées émises par une filiale	3,5 \$	–	n.s.	7,6 \$	–	n.s.
Bénéfice par action ajusté de Bell Aliant Inc. <sup>1</sup>	0,41 \$	n.s.	n.s.	1,28 \$	n.s.	n.s.

n.s. non significatif

1. Les flux de trésorerie disponibles et le bénéfice par action ajusté de Bell Aliant Inc. sont des mesures non définies par les IFRS. Se reporter à la rubrique « Mesures financières non définies par les IFRS » pour obtenir plus de détails.
2. Les dividendes comprennent les montants déclarés par Bell Aliant Inc. à l'intention des actionnaires. Les distributions comprennent les montants déclarés par le Fonds à l'intention des porteurs de parts et par Bell Aliant, s.e.c. et Placements Bell Aliant, s.e.c. à l'intention de Bell Canada et de BCE sur les parts qui étaient échangeables en parts du Fonds.

Pour le troisième trimestre de 2011, nous avons des flux de trésorerie disponibles de 109,9 M\$, en baisse de 33,8 M\$, ou 23,5 %, par rapport au troisième trimestre de 2010. Pour le cumul depuis le début de l'exercice 2011, nous avons des flux de trésorerie disponibles de 188,6 M\$, comparativement à 380,9 M\$ pour le cumul depuis le début de l'exercice 2010. La diminution pour le cumul depuis le début de l'exercice 2011 est principalement imputable à la cotisation forfaitaire aux régimes de retraite à prestations définies de 200,0 M\$ effectuée au premier trimestre de 2011. En tenant compte de ce montant, les flux de trésorerie disponibles avant la cotisation forfaitaire aux régimes de retraite se chiffraient à 388,6 M\$ pour le cumul depuis le début de l'exercice 2011, une augmentation de 7,7 M\$, ou 2,0 %, par rapport à la période correspondante de 2010. La diminution des flux de trésorerie disponibles pour le troisième trimestre de 2011 est principalement attribuable à l'augmentation des dépenses d'investissement prévues par rapport à la période correspondante de 2010. Nous sommes sur la bonne voie pour atteindre en 2011 des flux de trésorerie disponibles se situant dans notre fourchette cible, qui varie entre 525 M\$ et 575 M\$. Pour de plus amples détails sur les flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles et aux activités d'investissement, se reporter à la rubrique « Gestion financière et du capital ».

Pour le cumul depuis le début de l'exercice 2011, Bell Aliant Inc. a déclaré et versé des dividendes de 1,425 \$ par action ordinaire de Bell Aliant Inc., ce qui représente 85,2 % de nos flux de trésorerie disponibles combinés, compte non tenu de la cotisation forfaitaire aux régimes de retraite. Nous visons un ratio de distribution à long terme représentant de 75 % à 85 % des flux de trésorerie disponibles, et nous prévoyons atteindre cet objectif en 2011.

Pour le cumul depuis le début de l'exercice 2010, les distributions en espèces déclarées dans le cadre de la structure de fiducie se sont établies à 130,0 % des flux de trésorerie disponibles combinés. Toutefois, les distributions versées dans le cadre de la structure de fiducie de revenu étaient évaluées en fonction des distributions déclarées en pourcentage des liquidités distribuables, qui diffèrent de notre mesure des flux de trésorerie disponibles.

Le BPA ajusté de Bell Aliant Inc. s'est établi à 0,41 \$ et à 1,28 \$ pour le troisième trimestre de 2011 et le cumul depuis le début de l'exercice 2011, respectivement. Nous avons visé un BPA ajusté de Bell Aliant Inc. de l'ordre de 1,60 \$ à 1,80 \$ par action en 2011 et nous prévoyons atteindre cet objectif d'ici la fin de l'exercice. Lorsque nous avons calculé le bénéfice par action ajusté de Bell Aliant Inc., nous n'avons pas tenu compte de l'amortissement de certaines immobilisations incorporelles à durée de vie déterminée liées aux relations clients acquises dans le cadre de regroupements d'entreprises antérieurs, car il touche des actifs qui ne seront pas, pour la plupart, remplacés au moyen de dépenses d'investissement futures. Une fois que ces actifs ont été achetés dans le cadre d'un regroupement d'entreprises, les autres coûts engagés relativement à l'acquisition de nouveaux abonnés, autrement que dans le cadre d'un regroupement d'entreprises, ou à la fidélisation des abonnés existants sont pris en compte dans les charges opérationnelles. Par conséquent, nous n'avons pas tenu compte de cet amortissement afin de fournir ce que nous estimons être un paramètre plus pertinent concernant le bénéfice par action. Se reporter à la rubrique « Mesures financières non définies par les IFRS » pour obtenir plus de détails.

## ÉTAT DE LA CONCURRENCE

Le contexte dans lequel nous exerçons nos activités est hautement concurrentiel, et les entreprises de câblodistribution demeurent notre plus importante menace sur le plan de la concurrence. Ces entreprises continuent d'accroître leur part de marché dans nos régions. À la fin du mois de septembre 2011, la part de marché des entreprises de câblodistribution représentait environ 71 % des foyers de nos territoires, soit une hausse de 3 points de pourcentage par rapport à l'exercice précédent. Les activités de nos concurrents visent à tirer parti de réductions des forfaits promotionnels, de campagnes de commercialisation et de canaux de distribution pour accroître leur part de marché. Nous avons mis en œuvre des programmes dans tous nos marchés afin d'être concurrentiels, tout en continuant à offrir un service à la clientèle, un choix et des installations de la plus grande qualité à nos clients. Nous continuerons à promouvoir nos forfaits à prix concurrentiels, à offrir à nos clients des produits novateurs et une technologie avancée pour répondre à leurs besoins, ainsi qu'à réaliser d'importants investissements dans notre réseau FTTH pour élargir notre zone de couverture à plus de communautés dans la région de l'Atlantique en 2011 et en 2012.

## STRATÉGIE

### Faits saillants des réalisations stratégiques au troisième trimestre de 2011

#### Améliorer l'expérience client

Le cœur de notre stratégie consiste toujours à concentrer nos efforts sur nos principes de qualité de service pour offrir une expérience client supérieure. Au troisième trimestre de 2011, nous avons continué de stimuler le rendement en mettant l'accent sur notre programme solide en matière d'expérience client, afin que nous puissions tenir nos promesses, bien faire les choses dès la première tentative et rendre l'expérience client uniforme et exceptionnelle.

#### Fidéliser notre clientèle

Les forfaits jouent un rôle important dans notre stratégie visant à fidéliser la clientèle et à répondre à l'ensemble des besoins du foyer, car ils nous permettent de demeurer concurrentiels en offrant une solution simple, complète et intégrée de services de communications, de services Internet et de services de divertissement.

Au troisième trimestre de 2011, nous avons continué à promouvoir nos forfaits dans tous nos marchés. Nos services *FibreOP* sont principalement vendus au moyen des forfaits, étant donné que les clients cherchent à acheter des services additionnels de grande valeur, comme les services Internet à plus haute vitesse, le service de programmation de télévision haute définition (HD) et le service de récepteur vidéo personnel (RVP). Dans les territoires où nous offrons nos services *FibreOP*, nous avons enregistré un taux de rotation de la clientèle des SAR plus faible que le taux généralement associé aux territoires dans lesquels nous n'offrons pas les services *FibreOP*.

#### Accroître nos services à large bande

Les capacités de notre réseau FTTH nous ont donné un net avantage que nos concurrents peuvent difficilement égaler dans les territoires où nous offrons nos services *FibreOP*. L'élargissement de la zone de couverture de nos services *FibreOP* nous permet d'offrir à davantage de foyers l'accès à une technologie de pointe, notamment à des vitesses supérieures pour le service Internet dans nos marchés et à une expérience de télévision exceptionnelle.

Au cours du troisième trimestre de 2011, nous avons continué de réaliser des progrès importants relativement à l'élargissement de notre réseau FTTH. Nous nous attendons désormais à donner accès à cette technologie à environ 450 000 foyers et entreprises d'ici la fin de 2011, en hausse par rapport à notre précédente estimation de 430 000, et nous sommes toujours sur la bonne voie pour élargir la clientèle de nos services *FibreOP* en vue d'en faire bénéficier plus de 600 000 foyers et entreprises d'ici la fin de 2012. Pour le cumul depuis le début de l'exercice 2011, 260 000 foyers et entreprises additionnels ont bénéficié des services *FibreOP*, ce qui porte le total à 398 000 dans le Canada atlantique à la fin de septembre 2011.

Dans certaines régions du Québec où nous offrons le service de télévision par câble, nous avons achevé la phase initiale de notre projet de mise à niveau de DOCSIS 3.0, ce qui nous permettra d'offrir des vitesses supérieures pour les services Internet et d'améliorer nos services pour les clients résidentiels et d'affaires.

### Établir une nouvelle structure de coûts

Dans un marché où la concurrence est intense, une approche disciplinée des réductions de coûts est essentielle. Nous prévoyons que nos importantes initiatives de compression des coûts pour 2011 assureront l'accroissement de l'efficacité de nos activités grâce à l'amélioration de la productivité de nos effectifs, au contrôle des dépenses discrétionnaires et à l'optimisation des avantages de nos ententes commerciales avec Bell Canada.

Au troisième trimestre de 2011, nous avons annoncé une offre de départ à la retraite faite à des employés syndiqués, laquelle a été acceptée par environ 500 employés de la région de l'Atlantique qui quitteront la société au cours des 30 prochains mois. Nous prévoyons qu'une partie de ces postes seront ensuite occupés par des employés embauchés à une échelle salariale inférieure négociée dans le cadre de la convention collective qui couvre nos employés de la région de l'Atlantique, ce qui réduira nos coûts de main-d'œuvre futurs. En outre, nous avons renégocié avec succès de nouvelles conventions collectives avec les employés de bureau de NorthernTel et de Télébec, stabilisant ainsi une partie de notre structure des coûts pour les trois prochaines années.

Les initiatives de compression des dépenses auprès des tiers continuent de mettre l'accent sur la négociation de meilleurs tarifs avec nos fournisseurs, sur la réduction ou l'élimination de certaines charges opérationnelles discrétionnaires et sur l'acquisition ou la construction d'installations plutôt que sur la location. L'achat de poteaux à Terre-Neuve au quatrième trimestre de 2010 est un exemple d'une initiative qui nous permet de continuer à enregistrer des économies de coûts opérationnels au cours de 2011. Au troisième trimestre de 2011, nos efforts en matière d'approvisionnement auprès de fournisseurs de transit Internet, de centres d'appels et de partenaires d'affaires, ainsi qu'auprès de fournisseurs de matériel et de services de maintenance ont donné lieu à une augmentation des économies réalisées chez un certain nombre de nos principaux fournisseurs.

Enfin, nous avons achevé la négociation de nos ententes commerciales avec Bell Canada et nous nous attendons à continuer à tirer profit de notre relation stratégique en 2012.

### Mobiliser nos employés

Nos priorités stratégiques visant à soutenir l'engagement de nos employés sont toujours la promotion d'une culture de haut rendement, l'augmentation de l'efficacité du leadership et l'amélioration de la communication avec nos employés.

Au troisième trimestre de 2011, nous avons continué de promouvoir une communication claire entre les dirigeants et les employés. De plus, nous avons continué de mettre l'accent sur la création d'occasions de perfectionnement pour nos meilleurs employés et sur le maintien de plans de relève et de perfectionnement pour les hauts dirigeants et les employés dotés d'aptitudes critiques.

## RÉSULTATS OPÉRATIONNELS

<i>Pour les périodes closes les 30 septembre</i>	T3			Cumul depuis le début de l'exercice		
	2011	2010	Variation en %	2011	2010	Variation en %
<i>(en millions de dollars)</i>						
Services locaux et d'accès	312,7 \$	325,3 \$	(3,9)	934,8 \$	973,2 \$	(3,9)
Services de données	219,7	208,4	5,4	648,9	619,5	4,7
Services interurbains	97,9	102,6	(4,6)	288,7	298,7	(3,3)
Services sans fil	25,9	24,3	6,6	73,2	67,3	8,8
Autres produits	44,0	43,1	2,1	128,8	133,8	(3,7)
Produits opérationnels	700,2 \$	703,7 \$	(0,5)	2 074,4 \$	2 092,5 \$	(0,9)
Charges opérationnelles	360,5	354,4	1,7	1 071,9	1 061,5	1,0
BAIIA <sup>1</sup>	339,7 \$	349,3 \$	(2,7)	1 002,5 \$	1 031,0 \$	(2,8)
Amortissements	159,5	173,1	(7,9)	469,8	519,6	(9,6)
Coûts liés aux indemnités de départ et autres coûts	26,5	0,7	n.s.	32,4	15,3	n.s.
Bénéfice opérationnel	153,7 \$	175,5 \$	(12,4)	500,3 \$	496,1 \$	0,8
Charge financière nette	43,1	48,6	(11,3)	128,4	142,4	(9,8)
Distributions aux porteurs de parts de société en commandite échangeables de catégorie B émises par Bell Aliant, s.e.c.	–	52,3	n.s.	–	157,0	n.s.
Perte (profit) à la réévaluation des parts de société en commandite échangeables de catégorie B émises par Bell Aliant, s.e.c.	–	31,7	n.s.	–	(156,0)	n.s.
Autres charges (produits)	(1,2)	13,4	n.s.	5,0	16,8	(70,2)
Charge (économie) d'impôt sur le résultat	31,7	(3,0)	n.s.	110,6	(15,6)	n.s.
Bénéfice net lié aux activités poursuivies	80,1 \$	32,5 \$	n.s.	256,3 \$	351,5 \$	(27,1)
Bénéfice net (perte nette) lié(e) aux activités abandonnées	(0,2)	0,6	n.s.	(4,4)	(1,1)	n.s.
Bénéfice net pour la période	79,9 \$	33,1 \$	n.s.	251,9 \$	350,4 \$	(28,1)

n.s. non significatif

1. Le BAIIA est une mesure financière non définie par les IFRS. Se reporter à la rubrique « Mesures financières non définies par les IFRS » pour obtenir plus de détails.

## Produits opérationnels

## Services locaux et d'accès

Les produits tirés des services locaux et d'accès ont diminué de 3,9 %, ou 12,6 M\$, au troisième trimestre de 2011 et de 3,9 %, ou 38,4 M\$, pour le cumul depuis le début de l'exercice 2011 par rapport aux périodes correspondantes de 2010, essentiellement en raison d'un recul de 5,2 % du nombre total de nos clients des SAR au 30 septembre 2011 par rapport au 30 septembre 2010. Les pertes de produits continuent d'être atténuées grâce à des programmes visant la fidélisation de nos clients à valeur élevée ainsi que la mise en œuvre d'augmentations de tarifs ciblées qui reflètent la valeur plus élevée que procurent nos forfaits à nos clients.

Au cours du troisième trimestre de 2011, le total de nos pertes nettes de clients des SAR s'est élevé à environ 37 900, soit une augmentation de 2 400 pertes nettes de clients des SAR par rapport à celles enregistrées au cours du troisième trimestre de 2010, mais une amélioration notable d'un exercice à l'autre par rapport au nombre approximatif de 8 700 pertes nettes enregistré au cours du deuxième trimestre de 2011. Au 30 septembre 2011, le nombre de clients résidentiels des SAR était inférieur de 6,7 % au nombre enregistré au 30 septembre 2010, ce qui reflète l'intensification continue de la concurrence, l'arrivée de nouveaux concurrents sur le marché et le remplacement des services sur fil par des services sans fil et des services de voix sur IP. Le nombre de clients d'affaires des SAR était inférieur de 2,3 % au nombre enregistré au 30 septembre 2010.

### Services de données

Les produits tirés des services de données ont augmenté de 5,4 %, ou 11,3 M\$, au troisième trimestre de 2011 et de 4,7 %, ou 29,4 M\$, pour le cumul depuis le début de l'exercice 2011 par rapport aux périodes correspondantes de 2010. Au troisième trimestre de 2011, les produits tirés des services Internet ont augmenté de 6,7 %, ou 7,7 M\$, et les produits tirés des services de télévision sur IP ont augmenté de 79,7 %, ou 5,1 M\$, par rapport au troisième trimestre de 2010. Ces augmentations ont plus que contrebalancé la baisse de 1,7 %, ou 1,5 M\$, des produits tirés des autres services de données. Pour le cumul depuis le début de l'exercice 2011, les résultats reflètent une tendance semblable. En effet, la baisse de 8,4 M\$ des produits tirés des autres services de données a été largement contrebalancée par la croissance de 23,6 M\$ et de 14,2 M\$ des produits tirés des services Internet et des services de télévision sur IP, respectivement.

Au 30 septembre 2011, le nombre total d'abonnés à la télévision sur IP a atteint environ 68 200 abonnés, en hausse de 57,9 % par rapport au 30 septembre 2010. Au cours du troisième trimestre de 2011, le nombre de clients du service Télé *FibreOP* a augmenté d'environ 10 700 abonnés pour atteindre environ 30 400 abonnés à la fin de septembre 2011, certains clients étant passés de notre ancien service Télé Bell Aliant à notre nouveau service Télé *FibreOP*. Au cours du troisième trimestre de 2011, le total de l'augmentation nette de la clientèle de la télévision sur IP s'est établi à environ 9 000 abonnés.

La croissance des PMC tirés de nos services Internet haute vitesse résidentiels a continué de favoriser la majeure partie de l'augmentation des produits tirés des services Internet. L'augmentation de la demande des clients à l'égard des services à large bande et de premier ordre ainsi que les augmentations de tarifs ciblés ont fait en sorte que les PMC ont atteint un nouveau plafond de 42,32 \$ au troisième trimestre de 2011, en hausse de 5,9 %, ou 2,34 \$, comparativement à 39,98 \$ au troisième trimestre de 2010, et en hausse de 2,09 \$, ou 5,3 %, comparativement à 41,65 \$ pour le cumul depuis le début de l'exercice 2011.

Le nombre de clients de nos services Internet haute vitesse a atteint près de 860 000 abonnés à la fin de septembre 2011, soit une augmentation de 2,7 % par rapport à l'exercice précédent. Dans l'ensemble, l'augmentation nette de la clientèle des services Internet haute vitesse s'est élevée à environ 4 900 abonnés au troisième trimestre de 2011, soit un résultat en baisse par rapport à environ 9 600 abonnés au troisième trimestre de 2010 qui reflète la plus faible croissance de la zone de couverture de nos services d'accès haute vitesse par ligne numérique, le passage aux services *FibreOP* et le maintien des activités de nos concurrents. Le nombre de clients résidentiels des services Internet *FibreOP* a augmenté d'environ 12 000 au cours du trimestre considéré et il s'élevait à approximativement 34 000 à la fin de septembre 2011. La majorité de l'augmentation nette de la clientèle des services Internet *FibreOP* concerne des clients qui utilisaient les services d'accès par ligne numérique et le réseau de fibre optique jusqu'aux nœuds et qui n'auraient pas contribué à la croissance globale de la clientèle des services Internet haute vitesse, mais qui contribuent de plus en plus à la croissance des PMC.

Nos produits tirés des autres services de données ont diminué en raison des pressions concurrentielles, du passage aux technologies sur IP et de la révision des tarifs des services. La diminution des produits tirés des services de données durant l'exercice en cours s'est atténuée par rapport aux tendances enregistrées en 2010, en raison de la reprise de la croissance de la demande visant ces services de données dans le Canada atlantique.

### Services interurbains

Les produits tirés des services interurbains ont diminué de 4,6 %, ou 4,7 M\$, au troisième trimestre de 2011 et de 3,3 %, ou 10,0 M\$, pour le cumul depuis le début de l'exercice 2011 par rapport aux périodes correspondantes de 2010. Ces résultats à la baisse tiennent principalement aux pertes de clients des SAR, au remplacement du service sur fil traditionnel par les services de courriel et de téléphonie cellulaire et les services voix sur IP, ainsi qu'au fait que les clients sont passés des forfaits d'appels d'interurbains traditionnels axés sur le nombre de minutes d'interurbain à des forfaits à tarif fixe. Ces résultats à la baisse ont été neutralisés en partie par des augmentations de tarifs ciblés.

### Services sans fil

Les produits tirés des services sans fil ont augmenté de 6,6 %, ou 1,6 M\$, au troisième trimestre de 2011 et de 8,8 %, ou 5,9 M\$, pour le cumul depuis le début de l'exercice 2011 par rapport aux périodes correspondantes de 2010, essentiellement en raison d'une hausse de 11,0 % du nombre de clients des services sans fil au 30 septembre 2011 par rapport au 30 septembre 2010. Les PMC tirés des services sans fil ont diminué de 3,7 %, ou 2,30 \$, au troisième trimestre de 2011 et de 1,8 %, ou 1,07 \$, pour le cumul depuis le début de l'exercice 2011 par rapport aux périodes correspondantes de 2010, en raison principalement de la variation des tarifs et des volumes liés aux conventions d'itinérance. Cette variation est contrebalancée en grande partie par une augmentation du nombre d'utilisateurs de téléphones intelligents qui choisissent de nouveaux forfaits de services de données et de transmission de la voix, et par les augmentations de tarifs ciblées sur certains services.

### Autres produits

Les autres produits ont augmenté de 2,1 %, ou 0,9 M\$, au troisième trimestre de 2011 par rapport au troisième trimestre de 2010, en raison principalement de la hausse des produits tirés du raccordement aux poteaux attribuable à l'augmentation des tarifs à la fin de 2010 et à l'achat de poteaux à Terre-Neuve au quatrième trimestre de 2010. Pour le cumul depuis le début de l'exercice 2011, les autres produits ont diminué de 3,7 %, ou 5,0 M\$, par rapport à la période correspondante de 2010. Le recul global découle principalement des produits générés lors du sommet du G8 tenu au deuxième trimestre de 2010, lesquels ne se sont pas reproduits en 2011, ainsi que de la diminution des ventes de matériel de télécommunications, des produits tirés des autres services de location et des produits tirés de l'impartition.

## Charges

## Charges opérationnelles

<i>Pour les périodes closes les 30 septembre</i>	T3			Cumul depuis le début de l'exercice		
	2011	2010	Variation en %	2011	2010	Variation en %
<i>(en millions de dollars)</i>						
Coûts de main-d'œuvre						
Salaires, rémunérations et impôts et avantages liés	134,6 \$	131,9 \$	2,0	399,0 \$	403,7 \$	(1,2)
Coûts des services rendus au cours de la période liés aux régimes d'avantages postérieurs à l'emploi	15,7	13,0	20,8	46,8	39,3	19,1
Charge liée au régime de rémunération fondée sur des actions	4,2	5,0	(16,0)	14,9	8,9	67,4
Coûts de sous-traitance et d'impartition et autres coûts de main-d'œuvre	15,9	13,4	18,7	47,0	37,0	27,0
Coûts de main-d'œuvre inscrits à l'actif	(38,3)	(32,3)	18,6	(113,3)	(101,5)	11,6
<b>Total des coûts de main-d'œuvre</b>	<b>132,1 \$</b>	<b>131,0 \$</b>	<b>0,8</b>	<b>394,4 \$</b>	<b>387,4 \$</b>	<b>1,8</b>
Coût des ventes, coûts liés au contenu et paiements à d'autres fournisseurs de services	173,9	172,9	0,6	511,7	513,3	(0,3)
Charges liées aux locaux	9,5	8,9	6,7	29,0	29,6	(2,0)
Impôt lié aux activités opérationnelles	9,3	10,5	(11,4)	28,5	32,2	(11,5)
Créances douteuses	6,9	6,8	1,5	19,2	19,2	-
Autres charges opérationnelles	28,8	24,3	18,5	89,1	79,8	11,7
<b>Charges opérationnelles</b>	<b>360,5 \$</b>	<b>354,4 \$</b>	<b>1,7</b>	<b>1 071,9 \$</b>	<b>1 061,5 \$</b>	<b>1,0</b>

Les charges opérationnelles ont augmenté de 1,7 %, ou 6,1 M\$, au troisième trimestre de 2011 et de 1,0 %, ou 10,4 M\$, pour le cumul depuis le début de l'exercice 2011 par rapport aux périodes correspondantes de 2010.

Le total des coûts de main-d'œuvre a augmenté de 0,8 %, ou 1,1 M\$, au troisième trimestre de 2011 et de 1,8 %, ou 7,0 M\$, pour le cumul depuis le début de l'exercice 2011 par rapport aux périodes correspondantes de 2010. Pour le cumul depuis le début de l'exercice, nous continuons de réaliser des efficacités par suite de nos initiatives en matière de productivité et de restructuration, bien que le montant comptabilisé au titre des salaires, des rémunérations et des avantages et impôts liés ait augmenté au cours du troisième trimestre de 2011 par rapport au troisième trimestre de 2010, en raison principalement des coûts liés aux indemnités de départ et aux avantages de 2,2 M\$ relativement à l'offre de départ à la retraite faite à des employés syndiqués au troisième trimestre de 2011 et de l'augmentation des coûts liés au régime de rémunération incitative fondée sur le rendement. Une partie des coûts liés à l'offre de départ à la retraite, soit les coûts relatifs aux employés qui sont remplacés par des postes semblables, est comptabilisée dans les coûts opérationnels, alors que la partie restante est comptabilisée séparément dans les indemnités de départ et autres coûts, sous le BAIIA. La hausse des coûts des services rendus au cours de la période liés à nos régimes d'avantages postérieurs à l'emploi découle d'une baisse du taux d'actualisation utilisé en 2011 par rapport à 2010 pour nos régimes de retraite à prestations définies (RRPD) et nos autres régimes d'avantages postérieurs à l'emploi, contrebalancée jusqu'à un certain degré par l'incidence du nombre moins élevé de membres actifs dans ces régimes. Les coûts liés à nos régimes de retraite à cotisations définies (RRCD) étaient conformes à ceux de l'exercice précédent. La charge liée au régime de rémunération fondée sur des actions a diminué au troisième trimestre de 2011 par rapport au troisième trimestre de 2010, en raison des ajustements à la valeur de marché du passif connexe, lesquels reflètent les variations récentes du cours des

actions de Bell Aliant Inc., et en raison également du programme de couverture mis en place au cours du troisième trimestre de 2011. Pour le cumul depuis le début de l'exercice 2011, un nombre moins élevé de parts différées ont fait l'objet d'une renonciation au premier trimestre de 2011 par rapport au premier trimestre de 2010, ce qui a augmenté la charge liée au régime de rémunération fondée sur des actions en 2011 par rapport à 2010. Les coûts de sous-traitance et d'impartition et autres coûts de main-d'œuvre au troisième trimestre de 2011 reflétaient les besoins croissants en ressources pour l'expansion de nos services *FibreOP* et la demande de services de télévision, y compris l'augmentation des coûts de sous-traitance aux termes d'ententes conclues avec des tiers. L'augmentation des coûts de main-d'œuvre liés à l'expansion de notre réseau FTTH et de nos services *FibreOP* est reflétée dans les coûts de main-d'œuvre inscrits à l'actif.

Le coût des ventes, les coûts liés au contenu et les paiements à d'autres fournisseurs de services ont augmenté de 0,6 %, ou 1,0 M\$, au troisième trimestre de 2011 et ont diminué de 0,3 %, ou 1,6 M\$, pour le cumul depuis le début de l'exercice 2011 par rapport aux périodes correspondantes de 2010. La hausse au troisième trimestre de 2011 est attribuable à l'augmentation des coûts liés au contenu télévisuel qui découle de l'augmentation du nombre de nos abonnés à la télévision sur IP, ainsi qu'à la hausse des subventions liées au matériel qui découle de l'augmentation des activations et des renouvellements de services sans fil. Ces facteurs ont été contrebalancés en partie par la baisse du coût des marchandises vendues lié aux produits et par les économies de coûts liées à la productivité réalisées grâce à nos ententes commerciales avec Bell Canada. Pour le cumul depuis le début de l'exercice 2011, le coût des ventes reflète également la diminution du coût des marchandises vendues lié aux services de réseau, les résultats du premier semestre de 2010 tenant compte des coûts liés au sommet du G8, qui ne se sont pas reproduits en 2011.

Les charges liées aux locaux ont augmenté de 6,7 %, ou 0,6 M\$, au troisième trimestre de 2011, en raison principalement du calendrier des coûts liés à l'entretien des locaux pour 2011. Ces charges ont diminué de 2,0 %, ou 0,6 M\$, pour le cumul depuis le début de l'exercice 2011 par rapport aux périodes correspondantes de 2010, en raison de la réduction du nombre de locaux à bureaux requis par suite de la réorganisation de notre effectif.

L'impôt lié aux activités opérationnelles a diminué de 11,4 %, ou 1,2 M\$, au troisième trimestre de 2011 et de 11,5 %, ou 3,7 M\$, pour le cumul depuis le début de l'exercice 2011 par rapport aux périodes correspondantes de 2010, ce qui s'explique principalement par la baisse de l'impôt sur le capital provincial et, dans une moindre mesure, par la baisse de la charge d'impôt foncier et de la charge d'impôt municipal.

Les créances douteuses ont augmenté de 1,5 %, ou 0,1 M\$, au troisième trimestre de 2011 par rapport à la période correspondante de 2010, ce qui reflète essentiellement une légère baisse des recouvrements auprès de clients au troisième trimestre de 2011. Pour le cumul depuis le début de l'exercice 2011, les créances douteuses sont demeurées inchangées par rapport à la période correspondante de 2010.

Les autres charges opérationnelles ont augmenté de 18,5 %, ou 4,5 M\$, au troisième trimestre de 2011 et de 11,7 %, ou 9,3 M\$, pour le cumul depuis le début de l'exercice 2011 par rapport aux périodes correspondantes de 2010. Cette augmentation est essentiellement imputable à la comptabilisation en 2010 de crédits d'impôt pour la recherche scientifique et le développement expérimental plus élevés, situation qui ne s'est pas reproduite en 2011, et à l'accroissement des frais de publicité et de service à la clientèle dans le cadre du déploiement de notre réseau *FibreOP*.

### Amortissements

Les amortissements ont diminué de 7,9 %, ou 13,6 M\$, au troisième trimestre de 2011 et de 9,6 %, ou 49,8 M\$, pour le cumul depuis le début de l'exercice 2011 par rapport aux périodes correspondantes de 2010. Cette diminution découle principalement de la charge de dépréciation comptabilisée à l'égard de certaines immobilisations incorporelles à durée de vie déterminée au quatrième trimestre de 2010, laquelle s'est traduite par une réduction importante de nos immobilisations incorporelles, légèrement contrebalancée par les durées d'utilité estimées plus courtes de ces immobilisations incorporelles.

### Coûts liés aux indemnités de départ et autres coûts

Les coûts liés aux indemnités de départ et autres coûts ont augmenté de 25,8 M\$ au troisième trimestre de 2011 et de 17,1 M\$ pour le cumul depuis le début de l'exercice 2011 par rapport aux périodes correspondantes de 2010. Les chiffres des deux exercices comprenaient les coûts liés aux indemnités de départ et aux avantages découlant des programmes d'encouragement à la retraite offerts à certains employés syndiqués et de la réorganisation de notre équipe de direction, ainsi que les frais de rationalisation liés aux locaux. Au cours de 2011, nous avons comptabilisé des coûts liés aux indemnités de départ et aux avantages de 28,6 M\$ et des frais de rationalisation des locaux de 3,8 M\$, comparativement à 14,5 M\$ et à 0,8 M\$, respectivement, en 2010.

### Charge financière nette

La charge financière nette a diminué de 5,5 M\$, ou 11,3 %, au troisième trimestre de 2011 et de 14,0 M\$, ou 9,8 %, pour le cumul depuis le début de l'exercice 2011 par rapport à 2010.

La charge financière a diminué de 0,5 M\$ au troisième trimestre de 2011 et elle a augmenté de 1,2 M\$ pour le cumul depuis le début de l'exercice 2011 par rapport aux périodes correspondantes de 2010. La diminution au troisième trimestre de 2011 reflète la baisse des niveaux de la dette nette qui découle des remboursements effectués au cours de l'exercice ainsi que de la baisse des taux d'intérêt à court terme, contrebalancée en partie par la hausse des frais bancaires. L'augmentation pour le cumul depuis le début de l'exercice 2011 reflète les mêmes tendances, sauf que l'augmentation de 0,9 M\$ des intérêts liés à l'obligation au titre des prestations de retraite plus élevée a plus que contrebalancé la diminution des charges d'intérêts découlant des niveaux inférieurs de la dette nette et de la diminution des taux à court terme.

Les produits financiers incluent les intérêts gagnés et le rendement prévu des actifs des régimes de retraite. Les produits financiers ont augmenté de 5,0 M\$ au troisième trimestre de 2011 et de 15,2 M\$ pour le cumul depuis le début de l'exercice 2011 par rapport aux périodes correspondantes de 2010, en raison de la hausse du rendement prévu des actifs des RRPD par suite d'un accroissement des actifs des régimes de retraite.

### Parts de société en commandite échangeables de catégorie B émises pas Bell Aliant, s.e.c.

En 2010, nous avons comptabilisé en charges des distributions aux porteurs de parts de société en commandite échangeables de catégorie B émises par Bell Aliant, s.e.c. de 52,3 M\$ et de 157,0 M\$ au troisième trimestre de 2010 et pour le cumul depuis le début de l'exercice 2010, respectivement, en raison du classement des parts à titre de passif financier en vertu des IFRS. Aucune charge semblable liée aux distributions n'a été comptabilisée en 2011, car ces parts nous ont été transférées dans le cadre de la conversion et sont maintenant éliminées depuis la consolidation de Bell Aliant, s.e.c.

En 2010, ces parts ont également été évaluées à la valeur de marché à chaque date de clôture, et les variations de la valeur ont été comptabilisées directement en résultat net pour la période. Au troisième trimestre de 2010 et pour le cumul depuis le début de l'exercice 2010, nous avons comptabilisé une perte de 31,7 M\$ et un profit de 156,0 M\$, respectivement, et aucun montant semblable n'a été comptabilisé en 2011, puisque ces parts sont éliminées à la consolidation.

### Autres charges (produits)

Les autres charges ont diminué de 14,6 M\$ au troisième trimestre de 2011 et de 11,8 M\$ pour le cumul depuis le début de l'exercice 2011 par rapport aux périodes correspondantes de 2010. Cette augmentation est principalement imputable à une perte de 12,1 M\$ découlant du remboursement anticipé de billets à moyen terme en septembre 2010, comparativement à une perte de nature semblable de 4,4 M\$ ayant eu lieu en mai 2011. En outre, en juin 2011, nous avons conclu une série de contrats dérivés sur devises, ce qui a donné lieu à la comptabilisation d'un profit découlant d'ajustements à la juste valeur de 1,5 M\$ et de 1,3 M\$ pour le troisième trimestre de 2011 et pour le cumul depuis le début de l'exercice 2011, respectivement. Aucune opération de couverture de ce genre n'a eu lieu en 2010.

## Charge (économie) d'impôt sur le résultat

Au troisième trimestre de 2011, la charge d'impôt sur le résultat s'est élevée à 31,7 M\$, en hausse de 34,7 M\$ comparativement à une économie de 3,0 M\$ au troisième trimestre de 2010. Pour le cumul depuis le début de l'exercice 2011, la charge d'impôt sur le résultat s'est élevée à 110,6 M\$, en hausse de 126,2 M\$ comparativement à une économie de 15,6 M\$ pour le cumul depuis le début de l'exercice 2010. Cette augmentation de la charge d'impôt sur le résultat pour le troisième trimestre de 2011 et pour le cumul depuis le début de l'exercice 2011 découle principalement de la hausse du bénéfice avant impôt en 2011 par rapport aux périodes correspondantes de 2010, essentiellement attribuable à l'opération de conversion qui a donné lieu à l'inclusion dans notre bénéfice imposable d'un bénéfice qui avait été attribué, au cours des périodes précédentes, aux parts de société en commandite échangeables de catégorie B émises par Bell Aliant, s.e.c. et aux parts de société en commandite émises par Télébec et NorthernTel détenues indirectement par le Fonds; de la perte de l'avantage fiscal de notre structure de fiducie de revenu en raison de l'application, au 1<sup>er</sup> janvier 2011, des règles fiscales révisées touchant les fiducies de revenu; de l'augmentation de notre taux d'imposition effectif fédéral-provincial harmonisé moyen pondéré; ainsi que de la variation du profil de contrepassation des différences temporelles par rapport à la période correspondante de 2010. Ces augmentations ont été légèrement contrebalancées par le règlement d'une question d'audit liée à l'impôt sur le résultat de l'exercice précédent.

## Résultat net lié aux activités abandonnées

La perte nette liée aux activités abandonnées de 0,2 M\$ au troisième trimestre de 2011 et de 4,4 M\$ pour le cumul depuis le début de l'exercice 2011 représente la perte après impôt à la vente de notre division xwave le 1<sup>er</sup> janvier 2011. Les activités abandonnées en 2010 reflétaient les résultats opérationnels de notre division xwave, laquelle avait enregistré un bénéfice net de 0,6 M\$ au troisième trimestre de 2010 et une perte nette de 1,1 M\$ pour le cumul depuis le début de l'exercice 2010.

## Principales données financières trimestrielles

Le tableau qui suit présente les principales données financières consolidées par trimestre pour les huit derniers trimestres. Cette information trimestrielle n'est pas auditée, mais a été préparée conformément aux IFRS, sauf indication contraire.

<i>Pour les huit trimestres compris dans la période close le 30 septembre 2011 (en millions de dollars, sauf les montants par action/part)</i>	2011			2010				2009 <sup>2</sup>
	T3	T2	T1	T4	T3	T2	T1	T4
Produits opérationnels	700,2 \$	692,6 \$	681,6 \$	714,9 \$	703,7 \$	700,1 \$	688,7 \$	719,0 \$
BAIIA <sup>1</sup>	339,7 \$	333,5 \$	329,3 \$	345,1 \$	349,3 \$	343,0 \$	338,7 \$	364,8 \$
Bénéfice opérationnel (perte opérationnelle)	153,7 \$	175,6 \$	171,0 \$	(1 569,6) \$	175,5 \$	163,8 \$	156,8 \$	145,8 \$
Résultat net :								
Activités poursuivies	80,1 \$	87,4 \$	88,8 \$	(1 388,5) \$	32,5 \$	71,0 \$	248,0 \$	96,5 \$
Activités abandonnées	(0,2)	(0,8)	(3,4)	(0,7)	0,6	(2,3)	0,6	(3,9)
Bénéfice net (perte nette)	79,9 \$	86,6 \$	85,4 \$	(1 389,2) \$	33,1 \$	68,7 \$	248,6 \$	92,6 \$
Résultat de base par action/part :								
Activités poursuivies	0,76 \$	0,83 \$	0,87 \$	(8,65) \$	0,20 \$	0,44 \$	1,54 \$	0,60 \$
Activités abandonnées	(0,01)	(0,01)	(0,03)	-	0,01	(0,01)	0,01	(0,02)
Bénéfice (perte) de base par action/part	0,75 \$	0,82 \$	0,84 \$	(8,65) \$	0,21 \$	0,43 \$	1,55 \$	0,58 \$
Résultat dilué par action/part :								
Activités poursuivies	0,76 \$	0,83 \$	0,87 \$	(8,65) \$	0,20 \$	0,44 \$	0,48 \$	0,60 \$
Activités abandonnées	(0,01)	(0,01)	(0,03)	(0,01)	-	(0,01)	-	(0,02)
Bénéfice (perte) dilué(e) par action/part	0,75 \$	0,82 \$	0,84 \$	(8,66) \$	0,20 \$	0,43 \$	0,48 \$	0,58 \$

1. Le BAIIA est une mesure non définie par les IFRS. Se reporter à la rubrique « Mesures financières non définies par les IFRS » pour obtenir plus de détails.

2. Les résultats financiers pour le quatrième trimestre de 2009 sont présentés conformément aux PCGR du Canada.

Les résultats opérationnels trimestriels reflètent les opérations et tendances importantes suivantes :

- En général, la tendance des produits opérationnels consolidés reflète l'augmentation d'un exercice à l'autre des produits tirés des services Internet, de télévision et sans fil qui découle d'un accroissement de la clientèle et d'une hausse des PMC, laquelle a été plus que contrebalancée par la diminution des produits tirés des services traditionnels de transmission de la voix.
- En 2009 et en 2010, dans le cadre de nos initiatives en matière de productivité organisationnelle visant à créer une structure de coûts plus efficiente et à améliorer l'ensemble de notre service à la clientèle, nous avons offert un programme d'encouragement à la retraite à un nombre limité de nos employés syndiqués de l'Ontario et du Québec et nous avons poursuivi nos initiatives visant à rendre plus efficace notre équipe de direction ainsi qu'une rationalisation des locaux. Cela a donné lieu à la comptabilisation de coûts liés aux indemnités de départ et autres coûts connexes de 13,7 M\$ au quatrième trimestre de 2009, et de 10,7 M\$, de 3,3 M\$, de 0,5 M\$ et de 12,5 M\$ au premier, au deuxième, au troisième et au quatrième trimestres de 2010, respectivement. En 2011, nous avons continué de mettre l'accent sur des initiatives semblables en matière de productivité, qui incluaient un autre programme d'encouragement à la retraite offert aux employés syndiqués admissibles au Canada atlantique, ce qui s'est traduit par la comptabilisation de coûts liés aux indemnités de départ et autres coûts connexes de 4,5 M\$, de 1,4 M\$ et de 26,5 M\$ au premier, au deuxième et au troisième trimestres, respectivement.
- Le 1<sup>er</sup> novembre 2009, nous avons conclu un accord d'achat d'actions en vertu duquel les cadres supérieurs d'Innovatia Inc. ont acquis la totalité de ses actions en circulation. Le produit à la clôture s'est chiffré à 1,5 M\$, ce qui s'est traduit par la comptabilisation d'une perte à la vente de 1,5 M\$ avant impôt au cours du quatrième trimestre de 2009.
- Au quatrième trimestre de 2010, dans le cadre de notre examen du bilan annuel et en préparation de notre conversion en société par actions et du passage aux IFRS, nous avons réexaminé les estimations initiales utilisées pour évaluer les actifs, comme les immobilisations incorporelles à durée de vie déterminée liées aux relations clients que nous avons acquises de Bell Canada en 2006 et en 2007, lors de la transformation de Télébec et de NorthernTel en sociétés fermées. En nous fondant sur les estimations révisées en 2010, nous avons constaté une réduction de la valeur comptable de certaines immobilisations incorporelles à durée de vie déterminée liées aux relations clients et nous avons comptabilisé une réduction de valeur hors trésorerie de 1 727,9 M\$.
- Au quatrième trimestre de 2010, nous avons annoncé la conclusion d'une entente visant l'acquisition par Bell Canada de notre division xwave. De ce fait, nous avons reclassé le bénéfice opérationnel de notre division xwave dans les activités abandonnées. La clôture de l'opération a eu lieu le 1<sup>er</sup> janvier 2011; elle a donné lieu à un produit à la vente de 38,4 M\$ en espèces et à un montant de 33,7 M\$ à recevoir de Bell Canada au titre d'ajustements au bilan postérieurs à la clôture. Pour le cumul depuis le début de l'exercice 2011, nous avons perçu une tranche de 12,4 M\$ de ce montant à recevoir et versé un montant de 4,7 M\$ pour régler des obligations que nous avons prises en charge relativement à des dépenses engagées par xwave en 2010. Une perte à la vente après impôt de 3,4 M\$, de 0,8 M\$ et de 0,2 M\$, respectivement, déduction faite du montant de 8,9 M\$ attribué au goodwill, a été comptabilisée dans la perte nette liée aux activités abandonnées au premier, au deuxième et au troisième trimestres de 2011.

D'autres détails sur nos résultats du troisième trimestre de 2011 sont présentés tout au long du présent document. Des renseignements supplémentaires sur nos résultats des trimestres précédents, comptabilisés conformément aux IFRS ou aux PCGR du Canada, selon le cas, figurent dans nos états financiers trimestriels et annuels et les rapports de gestion qui s'y rapportent.

## GESTION FINANCIÈRE ET DU CAPITAL

## Sommaire des flux de trésorerie

<i>Pour les périodes de neuf mois closes les 30 septembre</i>			
<i>(en millions de dollars)</i>	2011	2010	Variation en %
Flux de trésorerie liés aux :			
Activités opérationnelles	625,8 \$	715,8 \$	(12,6)
Activités d'investissement	(432,2)	(404,7)	6,8
Activités de financement	(286,3)	(312,8)	(8,5)
Diminution nette des flux de trésorerie liés aux activités poursuivies	(92,7) \$	(1,7) \$	n.s.
Augmentation (diminution) nette des flux de trésorerie liés aux activités abandonnées	46,1	(10,4)	n.s.
Diminution nette des flux de trésorerie de la période	(46,6) \$	(12,1) \$	n.s.

n.s. non significatif

Pour le cumul depuis le début de l'exercice 2011, nous avons enregistré des sorties nettes de 46,6 M\$, comparativement à des sorties nettes de 12,1 M\$ pour la période correspondante de 2010. Cette augmentation des sorties de fonds de 34,5 M\$ provient de la baisse des flux de trésorerie liés aux activités poursuivies de 91,0 M\$, contrebalancée en partie par une hausse des flux de trésorerie liés aux activités abandonnées de 56,5 M\$. La hausse des flux de trésorerie liés aux activités abandonnées reflète le produit en espèces de la vente de notre division xwave réalisé pour le cumul depuis le début de l'exercice 2011.

## Activités opérationnelles

Pour le cumul depuis le début de l'exercice 2011, les flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles ont diminué de 12,6 %, ou 90,0 M\$, par rapport à la période correspondante de 2010. Cette diminution s'explique par la hausse de 167,4 M\$ de la capitalisation des RRPD, des RRCD et des autres régimes d'avantages postérieurs à l'emploi, qui traduit la cotisation forfaitaire de 200,0 M\$ aux régimes de retraite, et par une baisse de 27,0 M\$ du bénéfice net lié aux activités poursuivies, déduction faite des ajustements hors trésorerie. Ces facteurs ont été contrebalancés par une augmentation de 104,4 M\$ des flux de trésorerie liés aux actifs et aux passifs opérationnels, ou fonds de roulement.

Les flux de trésorerie provenant des variations du fonds de roulement se sont chiffrés à 34,0 M\$ pour le cumul depuis le début de l'exercice 2011, comparativement à des flux de trésorerie affectés au fonds de roulement de 70,4 M\$ pour la période correspondante de 2010. L'augmentation des créditeurs et charges à payer représentait une augmentation de 94,6 M\$ des flux de trésorerie provenant du fonds de roulement pour le cumul depuis le début de l'exercice 2011 par rapport à la période correspondante de 2010. De ce montant, une tranche de 41,4 M\$ s'explique par le moment de la comptabilisation et du paiement des coûts liés aux indemnités de départ. Pour le cumul depuis le début de l'exercice 2011, la charge à payer a augmenté d'un montant net de 17,0 M\$, principalement en raison des nouvelles initiatives annoncées au troisième trimestre, alors que pour la période correspondante de 2010, le passif avait diminué d'un montant net de 24,4 M\$ en raison des paiements en espèces requis au titre des initiatives annoncées. La hausse des dépenses d'investissement pour le cumul depuis le début de l'exercice 2011, découlant de l'accélération de l'expansion de notre réseau FFTH, a également donné lieu à une augmentation de nos flux de trésorerie provenant du fonds de roulement puisqu'elle a entraîné une hausse des créditeurs. Les flux de trésorerie provenant des variations du fonds de roulement ont été touchés de façon défavorable par les débiteurs pour le cumul depuis le début de l'exercice 2011; en effet, nous avons généré des flux de trésorerie inférieurs de 14,1 M\$ que durant la période correspondante de 2010. Une réduction des niveaux des stocks pour le cumul depuis le début de l'exercice 2011 a donné lieu à une augmentation de 11,3 M\$ des flux de trésorerie

par rapport à la période correspondante de 2010. Les flux de trésorerie affectés au financement des charges différées ont diminué de 10,4 M\$, principalement en raison de la non-récurrence en 2011 des coûts différés engagés en 2010 en lien avec la conversion en société par actions, les paiements anticipés à long terme au titre des contrats d'approvisionnement et les frais de recrutement de nouveaux clients.

Les flux de trésorerie affectés aux activités opérationnelles comprennent la capitalisation de nos régimes d'avantages postérieurs à l'emploi. Pour le cumul depuis le début de l'exercice 2011, la capitalisation de nos régimes d'avantages postérieurs à l'emploi totalisait 276,1 M\$, comparativement à 108,7 M\$ pour la période correspondante de 2010. La capitalisation en espèces de nos RRPD s'est établie à 263,7 M\$, comparativement à 97,3 M\$ pour la période correspondante de 2010. En 2011, ces montants comprenaient des cotisations au titre des services rendus au cours de la période de 37,6 M\$ et un montant de 226,1 M\$ pour une capitalisation exceptionnelle du déficit, comparativement à 39,3 M\$ et à 58,0 M\$ en 2010, respectivement. La baisse d'un exercice à l'autre de 1,7 M\$ des cotisations au titre des services rendus au cours de la période est imputable à la réduction du nombre de participants aux régimes en 2011 par rapport à l'exercice précédent. L'augmentation d'un exercice à l'autre de la capitalisation exceptionnelle du déficit reflète la cotisation forfaitaire en espèces de 200,0 M\$ que nous avons versée au premier trimestre de 2011 à nos RRPD enregistrés. Tout au long de 2011, nous avons l'intention de porter une partie de notre cotisation forfaitaire aux régimes de retraite en diminution de la capitalisation exceptionnelle du déficit qui est exigée.

Pour le cumul depuis le début de l'exercice 2011, les cotisations à nos autres régimes d'avantages postérieurs à l'emploi en vue de financer les prestations se sont établies à 6,5 M\$, comparativement à 6,0 M\$ pour le cumul depuis le début de l'exercice 2010. Les cotisations aux régimes de retraite à cotisations définies depuis le début de l'exercice se chiffrent à 5,9 M\$, comparativement à des cotisations liées aux activités poursuivies de 5,4 M\$ au cours de la période correspondante de 2010.

### Activités d'investissement

Les flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement ont augmenté de 6,8 %, ou 27,5 M\$, pour le cumul depuis le début de l'exercice 2011 par rapport à la période correspondante de 2010.

Les dépenses d'investissement se sont chiffrées à 435,7 M\$ pour le cumul depuis le début de l'exercice 2011, comparativement à 332,0 M\$ pour la période correspondante de 2010, soit une hausse de 31,2 %, ou 103,7 M\$. Conformément à notre priorité stratégique qui vise à accroître nos services à large bande, en mettant particulièrement l'accent sur les services *FibreOP*, nous poursuivons l'expansion accélérée de notre réseau FTTH. De plus, le total des flux de trésorerie provenant des activités d'investissement comprend un produit de 1,7 M\$ à la vente de placements, qui s'explique par le fait que nous avons perçu des débiteurs de CAE Services professionnels (Canada) Inc. au titre d'ajustements au bilan postérieurs à la clôture découlant de la vente de nos activités liées à la défense, à la sécurité et à l'aérospatiale, alors qu'aucun produit à ce titre n'a été reçu en 2010.

Au troisième trimestre de 2010, BCE et Bell Canada ont choisi d'emprunter un montant égal à celui de leurs distributions différées, sous la forme de billets à recevoir non productifs d'intérêts venant à échéance le 1<sup>er</sup> janvier 2011. Par conséquent, les billets à recevoir de parties liées comprenaient un montant de 72,8 M\$ pour le cumul depuis le début de l'exercice 2010 et aucune transaction correspondante n'a eu lieu pour le cumul depuis le début de l'exercice 2011.

### Activités de financement

Pour le cumul depuis le début de l'exercice 2011, les flux de trésorerie affectés aux activités de financement se sont établis à 286,3 M\$, comparativement à 312,8 M\$ pour la période correspondante de 2010, soit une diminution de 8,5 %, ou 26,5 M\$, qui tient principalement à la baisse des dividendes/distributions en espèces versés à nos porteurs de titres en 2011. Les flux de trésorerie affectés aux activités de financement pour le cumul depuis le début de l'exercice 2011 reflètent également le produit que nous avons reçu par suite de l'émission d'actions privilégiées décrite ci-dessous et la hausse des remboursements nets de la dette en 2011 par rapport à 2010.

Pour le cumul depuis le début de l'exercice 2011, nous avons enregistré des remboursements nets de la dette (y compris la dette à court terme et la dette à long terme, les contrats de location-acquisition et les effets à payer à des parties liées) de 171,3 M\$, comparativement à un produit net de 114,5 M\$ au cours de la période correspondante de 2010. En 2011, nous avons remboursé un montant net de 42,5 M\$ des effets à payer à des parties liées, dont une tranche de 43,3 M\$ correspondait aux dernières distributions dans le cadre de la structure de fiducie de revenu, lesquelles ont été versées au début du premier trimestre. Pour le cumul depuis le début de l'exercice 2011, nous avons effectué des remboursements nets de la dette à long terme de 113,4 M\$ au titre des remboursements prévus et anticipés des emprunts hypothécaires, des débetures et des billets à moyen terme. Pour le cumul depuis le début de l'exercice 2010, nous avons effectué des remboursements nets de la dette à long terme de 8,3 M\$. Pour de plus amples détails, se reporter à la rubrique « Dette » ci-dessous. Le produit net des billets à court terme en vertu de notre programme de papier commercial s'est chiffré à 52,8 M\$ pour le cumul depuis le début de l'exercice 2011, comparativement à un produit net de 147,8 M\$ pour la période correspondante de 2010. En 2011, nous avons également remboursé un montant de 40,0 M\$ au titre de notre facilité de crédit bancaire à terme non renouvelable et réduit de 10,0 M\$ le produit de la titrisation de débiteurs. En 2010, nous avons également réduit de 15,0 M\$ le produit de la titrisation de débiteurs. Les remboursements de la dette à long terme et de la dette à court terme en 2011 ont été facilités en partie par le produit de la vente de notre division xwave, par les flux de trésorerie disponibles excédentaires et en partie par le produit de l'émission d'actions privilégiées décrite ci-dessous. En 2010, le produit net a servi à capitaliser les besoins accrus en fonds de roulement.

Au premier trimestre de 2011, nous avons enregistré un produit brut total de 287,5 M\$ de l'émission d'actions privilégiées par Bell Aliant Actions privilégiées Inc. (Bell Aliant Actions privilégiées); aucune opération semblable n'avait été comptabilisée en 2010. Ce produit a servi à effectuer la cotisation forfaitaire aux régimes de retraite de 200,0 M\$ susmentionnée, ainsi qu'à rembourser la dette nette dont il est fait mention ci-dessus.

Pour le cumul depuis le début de l'exercice 2011, les activités de financement comprenaient également les dividendes de 327,3 M\$ versés à Bell Aliant Inc., les dividendes de 7,6 M\$ versés aux porteurs d'actions privilégiées et les distributions de 53,9 M\$, qui représentent les derniers décaissements nécessaires pour verser les distributions à titre de fiducie de revenu. Pour le cumul depuis le début de l'exercice 2010, le total des distributions versées au Fonds et aux porteurs de parts de société en commandite échangeables de catégorie B émises par Bell Aliant, s.e.c. et de parts de société en commandite échangeables de Placements Bell Aliant, s.e.c. se chiffrait à 426,0 M\$.

## Financement et liquidités

### Sources de liquidités

Nous tirons la plus grande partie de nos liquidités des flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles, ainsi que de nos facilités de crédit bancaire, d'un programme de papier commercial et de notre programme de titrisation de débiteurs. Nous prévoyons tirer suffisamment de liquidités de nos activités opérationnelles pour payer les immobilisations corporelles, les dividendes aux actionnaires et les montants liés à d'autres engagements, à mesure qu'ils se présentent.

Notre structure du capital est la suivante :

<i>(en millions de dollars, sauf indication contraire)</i>	30 septembre 2011		31 décembre 2010	
Capital social/des associés	3 261,7 \$	49,5 %	1 666,0 \$	34,6 %
Actions privilégiées émises par une filiale	281,0	4,2 %	–	–
<u>Dette nette</u>	<u>3 051,5</u>	<u>46,3 %</u>	<u>3 148,8</u>	<u>65,4 %</u>
Total du capital	6 594,2 \$	100,0 %	4 814,8 \$	100,0 %

### Capital social/des associés

#### *Actions ordinaires*

Au 30 septembre 2011, le capital autorisé de Bell Aliant, commandité comprenait un nombre illimité d'actions de deux catégories, des actions ordinaires avec droit de vote et des actions ordinaires sans droit de vote, lesquelles ne sont pas cotées en Bourse.

Au 30 septembre 2011, 101 373 833 actions ordinaires avec droit de vote avaient été émises et étaient en circulation et Bell Aliant Inc. détenait toutes les actions ordinaires avec droit de vote, sauf une, qui était détenue indirectement par BCE. Aucune action ordinaire sans droit de vote n'a été émise.

#### Parts de société en commandite

Au 31 décembre 2010, Placements Bell Aliant, s.e.c. pouvait émettre un nombre illimité de parts de chacune de ses trois catégories de parts, lesquelles n'étaient pas cotées en Bourse. Le nombre de parts émises et en circulation s'établissait comme suit :

- 28 168 803 parts de société en commandite échangeables de catégorie 1;
- 132 367 606 parts de société en commandite de catégorie 2;
- 54 000 parts de commandité.

Le 1<sup>er</sup> janvier 2011, toutes les parts de société en commandite en circulation ont été annulées dans le cadre de la dissolution de Placements Bell Aliant, s.e.c. au cours de la conversion, comme il a été décrit dans nos états financiers et notre rapport de gestion intermédiaires du premier trimestre de 2011.

#### Participation ne donnant pas le contrôle

La participation ne donnant pas le contrôle au 30 septembre 2011 représente la participation des porteurs d'actions privilégiées dans Bell Aliant Actions privilégiées, notre filiale en propriété exclusive. En mars 2011, Bell Aliant Actions privilégiées a émis 287,5 M\$ d'actions privilégiées et a porté en diminution du produit de l'émission d'actions des commissions et frais d'émission d'actions de 9,5 M\$, déduction faite de l'impôt correspondant de 3,0 M\$. Pour de plus amples détails concernant cette émission d'actions privilégiées, se reporter à la note 13 de nos états financiers intermédiaires et au communiqué de presse de Bell Aliant Inc. daté du 22 février 2011.

#### Dette

Nous avons émis des titres d'emprunt totalisant 3 070,3 M\$ au 30 septembre 2011, y compris des billets à moyen terme non garantis de premier rang en circulation d'un montant de 2 500,0 M\$ aux termes de l'acte de fiducie de Bell Aliant, s.e.c. daté du 14 septembre 2006.

Le 26 avril 2011, nous avons émis 300,0 M\$ de billets à moyen terme non garantis d'une durée de sept ans, qui portent intérêt au taux de 4,88 % par année et arriveront à échéance le 26 avril 2018. Ces billets ont été émis avec escompte et les frais d'émission engagés se sont élevés à 1,5 M\$, ce qui a donné lieu à un produit net de 298,5 M\$.

Le 6 mai 2011, nous avons utilisé le produit de cette émission de billets pour rembourser une tranche des billets à moyen terme à 4,72 %, arrivant à échéance le 26 septembre 2011. Nous avons remboursé un montant en capital de 300,0 M\$ et comptabilisé une perte au remboursement de 4,4 M\$, par suite du paiement d'une pénalité de remboursement par anticipation de 4,0 M\$ et de la comptabilisation de frais d'émission non amortis précédemment de 0,4 M\$.

Le 26 septembre 2011, nous avons payé à l'échéance la tranche résiduelle de 105,0 M\$ de l'encours du capital des billets à moyen terme à 4,72 %, ainsi que les intérêts courus.

En 2011, nous avons modifié et refondu nos facilités de crédit bancaires consortiales, ce qui a donné lieu à la mise en place d'une seule facilité d'exploitation renouvelable de 750,0 M\$, dont la nouvelle date d'échéance est le 6 juin 2015, et à l'élimination de la facilité non renouvelable liée à la caisse de retraite. Le montant total disponible en vertu de nos facilités d'exploitation à court terme s'élevait à 997,7 M\$ au 30 septembre 2011, comparativement à 1 255,3 M\$ au 31 décembre 2010. Nous continuons de maintenir un programme de papier commercial d'un montant de 400,0 M\$ soutenu par le montant inutilisé de cette facilité d'exploitation renouvelable.

Les montants prélevés sur nos facilités de crédit à court terme ont augmenté de 2,8 M\$, pour s'établir à 380,0 M\$ au 30 septembre 2011, comparativement à 377,2 M\$ au 31 décembre 2010. Nous avons émis des billets à court terme d'un montant de 52,8 M\$, en vertu de notre programme de papier commercial, ce qui a donné lieu à un montant total émis de 262,0 M\$ au 30 septembre 2011, comparativement à 209,2 M\$ au 31 décembre 2010. Cette augmentation des billets à court terme et des liquidités a servi à rembourser la tranche résiduelle de 105,0 M\$ des billets à moyen terme, qui sont venus à échéance le 26 septembre 2011. Dans le cadre de la modification et de la refonte de nos facilités de crédit bancaires consortiales, les avances sous forme d'acceptations bancaires de 40,0 M\$ en cours en vertu de notre facilité non renouvelable liée à la caisse de retraite ont été remboursées au cours du deuxième trimestre de 2011. Nous avons également effectué des rachats de 10,0 M\$ dans le cadre du programme renouvelable de titrisation de débiteurs. De plus, le montant des lettres de crédit émises a diminué de 7,6 M\$ pour s'établir à un montant total de 278,5 M\$. Les lettres de crédit au 31 décembre 2010 comprennent un montant de 11,1 M\$ lié aux activités abandonnées, alors qu'aucun montant n'a été comptabilisé à ce titre au 30 septembre 2011.

Aux termes de la facilité de crédit bancaire modifiée et refondue, certaines clauses restrictives financières ont été modifiées, notamment le ratio de levier financier (selon la définition qu'en donne l'entente), qui est passé de 3,0 fois à 3,25 fois. Un exemplaire de la facilité de crédit modifiée et refondue est présenté à titre de document important sur le site [www.sedar.com](http://www.sedar.com). Aucune autre modification n'a été apportée aux clauses restrictives et aux dispositions de nos facilités de crédit qui sont présentées dans notre rapport de gestion pour l'exercice clos le 31 décembre 2010, sauf des modifications requises par suite de la conversion.

#### Notations

Il n'y a eu aucun changement à nos cotes de crédit de première qualité au cours du troisième trimestre de 2011.

	S&P	DBRS
Dettes de premier rang non garantie de Bell Aliant, s.e.c.	BBB, perspective stable	BBB (élevée), tendance stable
Papier commercial de Bell Aliant, s.e.c.	Non noté	R-1 (faible), tendance stable
Actions privilégiées de Bell Aliant Actions privilégiées Inc.	P-3 (élevée), perspective stable	Pfd-3 (élevée), tendance stable

#### Besoins de liquidités

Nous avons besoin d'importantes liquidités pour exécuter notre stratégie d'affaires. Nos besoins de liquidités pour le troisième trimestre de 2011 étaient liés aux dividendes aux actionnaires, aux dépenses d'investissement, à la capitalisation des régimes de retraite, aux remboursements sur la dette à court et à long terme et aux paiements relatifs à d'autres engagements. Ces besoins de liquidités pour le reste de 2011 devraient donner lieu aux sorties de fonds suivantes :

- Les besoins de liquidités annuels pour payer les dividendes aux actionnaires de Bell Aliant Inc. (sous réserve de leur déclaration, au gré des administrateurs) devraient s'établir dans une fourchette de 432 M\$ à 435 M\$ en 2011. Pour le cumul depuis le début de l'exercice 2011, nous avons payé des dividendes de 327,3 M\$ pour permettre à Bell Aliant Inc. de financer ses dividendes et ses charges.
- Pour le cumul depuis le début de l'exercice 2011, nos dépenses d'investissement se sont élevées à 435,7 M\$. Nous nous attendons maintenant à ce que nos dépenses d'investissement en 2011 se situent dans une fourchette de 560 M\$ à 575 M\$, ce qui représente une augmentation par rapport à notre cible précédente de 520 M\$ à 560 M\$. Cette hausse s'explique par l'accélération de l'expansion de notre réseau FTTH et le branchement de nouveaux clients.
- Nous sommes tenus de rembourser la dette à court terme et la dette à long terme selon leurs modalités. Nous nous assurons que des montants suffisants peuvent être prélevés en tout temps sur nos facilités d'exploitation renouvelables en vue de soutenir l'émission de papier commercial. À l'exception des échéances de dette dont il est question ci-dessus, aucune dette à long terme ne viendra à échéance en 2011.
- Nos RRPD accusent un déficit de capitalisation. En 2010, le rendement des actifs des régimes de retraite a dépassé notre rendement prévu. Toutefois, les taux d'actualisation utilisés pour calculer notre passif au titre du déficit de capitalisation pour les employés actifs au 31 décembre 2010 étaient inférieurs à ceux utilisés au 31 décembre 2009. De plus, les besoins de capitalisation pour 2011 reflètent l'augmentation des obligations découlant des départs à la retraite anticipée de 2010. Selon les résultats de nos évaluations actuarielles effectuées en 2010, le niveau de capitalisation requis pour financer le déficit de nos RRPD se situera entre 105 M\$ et 110 M\$ en 2011, comparativement à 86,3 M\$ pour 2010. Le 15 mars 2011, dans le cadre de nos plans de financement pour 2011, nous avons utilisé une partie du produit de l'émission d'actions privilégiées pour effectuer une cotisation forfaitaire de 200,0 M\$ en espèces à nos RRPD. Nous porterons une partie de cette cotisation forfaitaire en diminution de la capitalisation du déficit qui est exigée pour 2011. Nous sommes d'avis que le fait d'agir ainsi dès maintenant permet de réduire la volatilité future que le déficit de solvabilité fait peser sur nos flux de trésorerie, de consolider notre profil de crédit, d'accroître les flux de trésorerie générés, d'obtenir un rendement intéressant sur le capital investi et de renforcer la garantie de versement des prestations pour les employés retraités comme pour les employés membres de nos RRPD. De plus, nous estimons que des paiements en espèces de 25 M\$ à 50 M\$ au titre de la capitalisation du déficit seront versés aux régimes de retraite en 2011, ce qui correspond approximativement à nos besoins de capitalisation selon l'hypothèse de la continuité d'exploitation.
- Des initiatives en matière de productivité annoncées périodiquement depuis 2008 devraient se traduire par l'utilisation de liquidités pour payer les frais liés aux indemnités de départ, aux avantages et à la rationalisation des locaux d'environ 28 M\$ à 32 M\$ en 2011. Pour le cumul depuis le début de l'exercice 2011, nous avons payé des coûts liés aux indemnités de départ et à la rationalisation des locaux d'un montant de 17,9 M\$.
- Les liquidités serviront aussi à faire face à d'autres engagements, notamment ceux relatifs aux contrats de location simple et d'approvisionnement de matériel et d'autres infrastructures de réseau.

### Autres arrangements financiers

Nos obligations contractuelles demeurent dans l'ensemble inchangées par rapport à celles décrites dans notre rapport de gestion annuel 2010.

## TRANSACTIONS ENTRE PARTIES LIÉES

Nos principales parties liées demeurent BCE, Bell Canada et Bell Aliant Inc. Pour plus de détails sur nos transactions entre parties liées et sur notre relation avec BCE et Bell Canada, se reporter à la note 25 de nos états financiers consolidés audités pour l'exercice clos le 31 décembre 2010 ainsi qu'à la note 19 de nos états financiers intermédiaires.

## PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

### Normes internationales d'information financière (IFRS)

Nos états financiers intermédiaires ont été préparés selon les IFRS publiées par l'International Accounting Standards Board (IASB), conformément à IAS 34, *Information financière intermédiaire*, et à IFRS 1, *Première application des Normes internationales d'information financière*, et conformément aux méthodes comptables que nous prévoyons appliquer à nos états financiers pour l'exercice se clôturant le 31 décembre 2011. Ils n'incluent pas toute l'information requise dans les états financiers annuels complets. Avant le premier trimestre de 2011, nos états financiers consolidés annuels et intermédiaires étaient préparés conformément aux PCGR du Canada. L'adoption des IFRS n'a pas eu d'incidence sur notre rendement global, nos décisions stratégiques ou les tendances sous-jacentes à nos activités.

#### Incidence de la transition aux IFRS

Se reporter à la note 20 de nos états financiers intermédiaires pour obtenir plus de détails sur les exemptions importantes prévues par IFRS 1 que nous avons utilisées, ainsi que sur les rapprochements entre nos résultats de 2010 selon les PCGR du Canada et les résultats de 2010 selon les IFRS. Les rapprochements incluent le total des capitaux propres au 30 septembre 2010, ainsi que le résultat net et le résultat global pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2010. Nos méthodes comptables en vertu des IFRS sont présentées à la note 2 de nos états financiers intermédiaires pour le premier trimestre de 2011.

#### Changements futurs de méthodes comptables

L'IASB a publié plusieurs nouvelles normes, modifications de normes et interprétations qui ne sont pas encore en vigueur pour l'exercice se clôturant le 31 décembre 2011. Bien que leur adoption anticipée soit permise, elles n'ont pas été appliquées dans la préparation de nos états financiers intermédiaires. Nous évaluons actuellement l'incidence, le cas échéant, que ces nouvelles normes et modifications auront sur nos résultats financiers. Ces normes sont les suivantes :

*Informations à fournir – Transfert d'actifs financiers (amendements d'IFRS 7, Instruments financiers : Informations à fournir)*

Les amendements d'IFRS 7, en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2011, exigent de fournir des informations supplémentaires concernant le transfert d'actifs financiers, particulièrement lorsqu'un nombre disproportionné de transactions est enregistré à la fin de la période de présentation de l'information financière.

*IFRS 9, Instruments financiers*

IFRS 9, qui entrera en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2013, constitue la première étape du projet en trois étapes de l'IASB visant à remplacer IAS 39. Elle exige le classement et l'évaluation des actifs financiers soit dans la catégorie du coût amorti, soit dans celle de la juste valeur.

*IFRS 10, États financiers consolidés*

IFRS 10, qui entrera en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2013, s'appuie sur les principes existants et reconnaît que la notion de contrôle constitue le facteur concluant pour déterminer si une entité devrait être incluse dans les états financiers consolidés de la société mère. Cette norme fournit des directives additionnelles aux fins de l'établissement du contrôle lorsqu'il est difficile d'évaluer ce dernier.

### *IFRS 12, Informations à fournir sur les participations dans les autres entités*

IFRS 12, qui entrera en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2013, exige la présentation d'informations sur toutes les formes de participations détenues dans d'autres entités, y compris les partenariats, les entreprises associées, les entités ad hoc et les autres entités hors bilan.

### *IFRS 13, Évaluation de la juste valeur*

IFRS 13, qui entrera en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2013, établit un cadre unique aux fins de l'évaluation de la juste valeur ainsi que les informations à fournir sur cette évaluation. Elle s'applique lorsqu'une autre IFRS exige ou permet des évaluations de la juste valeur ou des informations à fournir sur ces évaluations, sauf en ce qui concerne les transactions dont le paiement est fondé sur des actions auxquelles s'applique IFRS 2, *Paiement fondé sur des actions*, les contrats de location auxquels s'applique IAS 17, *Contrats de location*, et les évaluations qui sont similaires à la juste valeur, mais qui ne correspondent pas à la juste valeur, notamment en ce qui concerne la valeur de réalisation nette, dont il est question dans IAS 2, *Stocks*, ou la valeur d'utilité, dont il est question dans IAS 36, *Dépréciation d'actifs*.

### *Impôt différé : recouvrement des actifs sous-jacents (modifications à IAS 12, Impôts sur le résultat)*

Les modifications à IAS 12, qui entreront en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2012, établissent la présomption du recouvrement de certains actifs et sont considérées pertinentes dans les cas où différentes conséquences fiscales peuvent survenir selon la manière dont les valeurs comptables sont recouvrées.

### *Régimes à prestations définies (amendements à IAS 19, Avantages du personnel)*

Les amendements à IAS 19, qui entreront en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2013, éliminent l'approche du corridor pour la comptabilisation des écarts actuariels et exigent que les entités séparent les variations de l'obligation au titre des prestations définies et de la juste valeur des actifs des régimes en trois composantes. Les amendements bonifient également les informations à fournir à l'égard des risques découlant des régimes à prestations définies.

## MODIFICATIONS RÉGLEMENTAIRES

Les décisions rendues par le Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (CRTC) en vertu de la *Loi sur les télécommunications*, de la *Loi sur la radiodiffusion* et de la *Loi sur la radiocommunication* influent sur nos activités.

Les faits nouveaux concernant la réglementation survenus au troisième trimestre de 2011, jusqu'au 1<sup>er</sup> novembre 2011 inclusivement, qui touchent, ou pourraient toucher, nos activités de façon importante comprennent ce qui suit :

### Tarifs liés aux structures de soutènement

Tel qu'il en a été question dans notre rapport de gestion pour l'exercice clos le 31 décembre 2010, le 2 décembre 2010, le CRTC a approuvé les tarifs révisés de raccordement aux poteaux utilisés par des tiers pour les entreprises de services locaux titulaires (ESLT). Le 4 juillet 2011, le CRTC a aussi approuvé un tarif pour les poteaux de service (c.-à-d. un poteau d'une ESLT auquel un branchement d'abonné est raccordé) égal au tarif de raccordement au poteau principal de l'ESLT. Historiquement, les tiers ne payaient pas pour avoir accès aux poteaux de service.

Au premier trimestre de 2011, un consortium d'entreprises de câblodistribution a déposé une demande de révision et de modification visant à réduire les tarifs établis dans la décision de décembre. Le 1<sup>er</sup> septembre 2011, le CRTC a refusé la demande des entreprises de câblodistribution. Certaines questions liées à la mise en application sont actuellement étudiées, dont les données sur le nombre de poteaux requises pour introduire les frais pour les poteaux de service.

### Tarifs d'interconnexion de l'interurbain de Télébec

Le 14 février 2011, MTS Allstream Inc. a déposé une demande auprès du CRTC en vue de faire réduire les tarifs d'interconnexion de l'interurbain facturés dans la province de Québec par Télébec et la Société TELUS Communications (STC). Télébec a déposé sa réponse et fourni les renseignements supplémentaires demandés par le CRTC. Le 22 août 2011, le CRTC a ordonné à Télébec et à la STC de déposer des avis de modification tarifaire en vue de modifier les tarifs de leurs services de raccordement direct, de transit d'accès, d'identification de l'entreprise sans frais d'interurbain et de traitement des entreprises intercirconscriptions de base dans la province de Québec, et ce, dans les 90 jours.

De plus, le Conseil détermine que les compagnies ne seront pas dédommagées pour une perte de revenus éventuelle si les tarifs des quatre services sont réduits.

### Mise à jour des coûts aux fins du calcul de la subvention

Le 2 juin 2011, nous avons déposé une demande auprès du CRTC afin que ce dernier approuve une hausse des coûts utilisés pour calculer le montant de la subvention par SAR résidentiel dans les zones de desserte à coût élevé réglementées situées dans certains des territoires que nous desservons. Cette approbation se traduirait par une augmentation des produits tirés des subventions et par une plus grande souplesse aux fins de l'augmentation des tarifs des services locaux dans certaines zones de desserte à coût élevé réglementées, conformément à la Politique réglementaire de télécom CRTC 2011-291, comme il est décrit dans notre rapport de gestion pour l'exercice clos le 31 décembre 2010.

Selon une lettre du CRTC datée du 20 octobre 2011, le dossier sera fermé le 18 novembre 2011. À l'heure actuelle, on ne peut dire quand une décision peut être attendue.

### Abstention de réglementation

Le 29 septembre 2011, le CRTC a approuvé l'abstention de réglementation pour les entreprises de services locaux pour la totalité, sauf 4, des 138 circonscriptions du Canada atlantique pour lesquelles nous avons demandé une abstention de réglementation au deuxième trimestre de 2011. De plus, le 21 octobre 2011, le CRTC a approuvé l'abstention de réglementation pour la totalité des 19 circonscriptions du Canada atlantique pour lesquelles nous avons demandé une abstention de la réglementation des services locaux de résidence au début du troisième trimestre de 2011.

En septembre 2011, nous avons déposé auprès du CRTC des demandes d'abstention de la réglementation des services locaux de résidence dans 38 circonscriptions en Ontario et au Québec. Nous attendons la décision du CRTC concernant ces demandes.

### Fonction de groupe de service à la clientèle ou aux entreprises (GSC/GSE)

Le 19 août 2011, le CRTC a levé l'interdiction pour un GSC/GSE de divulguer les renseignements sur les utilisateurs finals au groupe interne des ventes et de la mise en marché lorsqu'un tiers résilie un service. Dans la pratique, cette décision signifie que lorsque notre équipe GSC/GSE reçoit une requête d'un concurrent visant le transfert d'un service d'un client, cette information peut être communiquée à nos équipes de fidélisation et, nos agents peuvent présenter des offres de service améliorées au client avant que celui-ci ne transfère son service.

### Intégration verticale

Le 21 septembre 2011, le CRTC a publié une décision qui établit un cadre réglementaire applicable aux sociétés intégrées verticalement qui détiennent ou contrôlent des entreprises de distribution de radiodiffusion et de programmation. Le CRTC a déclaré que l'objectif de cette instance était de garantir que les consommateurs continuent de bénéficier d'un grand choix de programmation malgré un système de radiodiffusion dans lequel les services de programmation et de distribution sont de plus en plus intégrés. Dans sa décision, le CRTC a établi des règles quant à la programmation offerte en exclusivité dans le cadre d'un service sans fil ou d'un service Internet, au partage obligatoire des nouveaux services payants ou spécialisés avec les autres entreprises de distribution au moment du lancement et aux exigences en matière de forfaits pour les services de programmation indépendants et non liés. La décision présente également un code de déontologie prévoyant les objectifs généraux qui doivent gouverner les ententes commerciales entre les entreprises de distribution de radiodiffusion, les services de programmation et les entreprises

néomédiatiques, de même que des procédures pour le règlement des différends commerciaux entre ces parties. Bell Aliant est assujettie à ces nouvelles règles et directives.

### Instance visant l'examen des services de programmation alternatifs

Tel qu'il en a été question dans notre rapport de gestion pour le deuxième trimestre de 2011, le 25 mai 2011, le CRTC a amorcé une instance visant à mieux comprendre les répercussions qu'aura la programmation alternative (la programmation fournie par le biais d'Internet) sur le système canadien de radiodiffusion. Les radiodiffuseurs en ligne, tant au pays qu'à l'étranger, ne sont pas, à l'heure actuelle, assujettis à la réglementation en matière de radiodiffusion, conformément à l'ordonnance d'exemption du CRTC relative aux nouveaux médias, tandis que les entreprises de programmation et de distribution conventionnelles continuent d'être assujetties à des obligations réglementaires en vertu de la *Loi sur la radiodiffusion* et des règlements connexes.

Le 5 octobre 2011, le CRTC a annoncé que sa collecte de renseignements n'avait pas produit de résultats concluants. Par conséquent, le CRTC continuera de surveiller l'évolution de l'environnement des communications et mettra l'accent principalement sur les services de programmation alternative lors de sa consultation annuelle auprès de l'industrie de la radiodiffusion, qui aura lieu en novembre 2011. De plus, une nouvelle collecte de renseignements se tiendra en mai 2012.

### Valeur des signaux

Tel qu'il en a été question dans notre rapport de gestion pour l'exercice clos le 31 décembre 2010, le CRTC a annoncé son intention de mettre en œuvre un régime en vertu duquel les télédiffuseurs peuvent choisir de continuer à bénéficier des protections réglementaires actuelles ou de négocier la valeur des signaux avec les distributeurs. Le CRTC a par la suite demandé à la Cour d'appel fédérale de confirmer que l'établissement d'un tel régime relevait de sa compétence. Le 28 février 2011, la Cour d'appel fédérale a statué que le CRTC avait le pouvoir d'établir un régime réglementaire permettant aux stations privées de télévision locales en direct de choisir de négocier avec les entreprises de distribution de radiodiffusion, comme Bell Télé, une juste valeur en échange de la distribution des services de programmation diffusés par ces stations de télévision locales en direct. Le 29 septembre 2011, la Cour suprême du Canada a accueilli la demande de Cogeco Câble inc., Rogers Media inc., Shaw Cablesystems G.P. et STC d'en appeler de la décision de la Cour fédérale. Si l'appel échoue et que la valeur des signaux est appliquée, nous devons payer des frais aux stations de télévision locales en échange de la distribution des services de programmation diffusée par ces stations de télévision locales.

### Examen des régimes d'interconnexion des services locaux, sans fil et interurbains

Tel qu'il en a été question dans nos rapports de gestion pour le premier et le deuxième trimestres de 2011, le 23 mars 2011, le CRTC a amorcé une instance visant à examiner les régimes de réglementation relatifs à l'interconnexion des services locaux, sans fil et interurbains. Il s'agit d'un examen complet des politiques concernant les questions liées à l'interconnexion des réseaux qui vise à déterminer si les régimes d'interconnexion existants peuvent être simplifiés et regroupés. En plus de l'examen des règles existantes en vertu de ce régime, une autre question clé est à l'étude, laquelle consiste à déterminer si une interconnexion sur IP doit être exigée pour tous les fournisseurs. Une audience publique de deux semaines au sujet de cette instance a commencé le 24 octobre 2011. Une décision devrait être prise au début de 2012. L'incidence qu'aura sur nous l'examen n'est pas encore connue.

## HYPOTHÈSES FORMULÉES LORS DE LA PRÉPARATION DES INFORMATIONS PROSPECTIVES ET RISQUES POUVANT AVOIR UNE INCIDENCE SUR NOS ACTIVITÉS ET NOS RÉSULTATS

### Hypothèses formulées lors de la préparation des informations prospectives

Les informations prospectives effectuées dans le présent rapport de gestion s'appuient sur un certain nombre d'hypothèses qui, à notre avis, étaient raisonnables au moment où nous avons fait ces informations prospectives. Nous avons pris en compte certains facteurs et fait certaines hypothèses lors de la préparation de nos cibles révisées pour 2011, comme il est précisé à la rubrique « Cibles révisées pour 2011 », et pour présenter les informations prospectives dont il est question dans le présent rapport de gestion. Il n'y a eu aucun changement aux principales hypothèses relatives au marché, à l'exploitation et aux résultats financiers énoncées dans notre rapport de gestion annuel 2010, puis mises à jour dans les rapports de gestion du premier et du deuxième trimestres de 2011, à l'exception de ce qui suit :

#### Hypothèses relatives au marché, à l'exploitation et aux résultats financiers

Les variations des produits opérationnels d'un exercice à l'autre dans la plupart des principales catégories de produits seront plus favorables que celles enregistrées en 2010, principalement en raison de la migration de nos clients vers les services de plus grande valeur et des augmentations de tarifs ciblées.

La concurrence demeurera forte sur les marchés d'affaires et résidentiel; l'accroissement de la part de marché des entreprises de téléphonie par câble fera passer celle-ci de 71 %, actuellement, à un sommet de 75 % à 80 % au cours des prochaines années. La diminution nette du nombre de nos clients des SAR sera comparable à celle enregistrée en 2010. L'augmentation nette du nombre d'abonnés à nos services Internet haute vitesse sera sensiblement inférieure à celle de 2010.

La substitution par le sans-fil pour les services de transmission de la voix s'accroîtra sur nos territoires, mais continuera d'être à la traîne par rapport à d'autres régions du Canada.

Nous prévoyons donner accès à la technologie FTTH à environ 450 000 foyers et entreprises d'ici la fin de 2011, ce qui représente une hausse comparativement à notre estimation précédente, qui était de 430 000. Nous comptons toujours donner accès à la technologie FTTH à plus de 600 000 foyers et entreprises d'ici la fin de 2012, ce qui devrait faire progresser le total de nos PMC pour le marché résidentiel et générer une croissance importante du nombre d'abonnés des services de télévision et des produits opérationnels. Les réductions de coûts se poursuivront en 2011, mais à un rythme moins soutenu qu'au cours des dernières années.

La charge de retraite en vertu des IFRS se situera entre 60 M\$ et 65 M\$ en 2011, en tenant compte d'un taux d'actualisation de 5,3 % et d'un taux de rendement à long terme des actifs des régimes de 6,1 %, comparativement à une charge de retraite fondée sur les IFRS de 53 M\$ pour 2010. Le financement des coûts des services rendus en vertu des régimes de retraite s'élèvera entre 65 M\$ et 75 M\$, comparativement à 69 M\$ en 2010. Nos besoins liés à la capitalisation du déficit des régimes de retraite se situeront entre 105 M\$ et 110 M\$, comparativement à 86 M\$ en 2010. En plus de la cotisation forfaitaire de 200 M\$ aux régimes de retraite, nous verserons une cotisation régulière de 25 M\$ à 50 M\$ au titre de la capitalisation en espèces du déficit des régimes de retraite, ce qui se rapproche de nos besoins en capitalisation prévus selon l'hypothèse de la continuité d'exploitation pour 2011.

Le bénéfice imposable devrait être assujéti à un taux d'imposition des sociétés fédéral-provincial harmonisé de 29 % en 2011, lequel devrait diminuer pour s'établir à 27 % d'ici 2013, et la charge d'impôt sur le résultat pour 2011 devrait se situer environ entre 135 M\$ et 145 M\$. Grâce à l'utilisation des reports en avant accumulés de pertes fiscales, le montant de l'impôt en espèces que nous paierons en 2011 et en 2012 sera minime.

Notre dotation aux amortissements se situera entre 625 M\$ et 640 M\$ en 2011, compte tenu d'un amortissement des immobilisations incorporelles d'environ 145 M\$ à 150 M\$.

Les dividendes versés par nous, Bell Aliant Inc. et Bell Aliant Actions privilégiées devraient se qualifier comme dividendes admissibles, donnant le droit aux particuliers résidents canadiens qui les reçoivent de profiter du mécanisme de majoration des dividendes et de crédit fiscal qui viendra réduire l'impôt sur le résultat qui serait autrement exigible.

### Cibles révisées pour 2011

Cette année, en raison de l'accélération de son déploiement, nous avons donné accès à la technologie FTTH à plus de bâtiments que prévu précédemment. Nous avons également branché plus de nouveaux clients au service *FibreOP* que prévu. Par conséquent, nous prévoyons maintenant que nos dépenses d'investissement pour 2011 se situeront légèrement au-dessus du plafond de notre fourchette cible annoncée précédemment. Nous prévoyons maintenant donner accès à la technologie FTTH à environ 450 000 foyers et entreprises d'ici la fin de 2011, ce qui représente une hausse par rapport à notre estimation précédente, qui était de 430 000. La vigueur de nos produits et de notre BAIIA nous permet d'investir davantage dans la technologie FTTH. Nous avons par conséquent augmenté notre fourchette cible pour 2011 au titre des dépenses d'investissement, qui est maintenant de 560 M\$ à 575 M\$. Nos autres cibles pour 2011 demeurent inchangées.

	Cibles pour 2011 publiées en juillet 2011	Cibles révisées pour 2011 publiées en novembre 2011
Produits opérationnels	2 720 M\$ à 2 780 M\$	inchangée
BAIIA <sup>2</sup> avant charge au titre des régimes de retraite	1 360 M\$ à 1 400 M\$	inchangée
BAIIA <sup>2</sup> après charge au titre des régimes de retraite	1 300 M\$ à 1 340 M\$	inchangée
Dépenses d'investissement	520 M\$ à 560 M\$	560 M\$ à 575 M\$
Flux de trésorerie disponibles <sup>2</sup>	525 M\$ à 575 M\$ <sup>1</sup>	inchangée
Bénéfice par action avant amortissement de la répartition du prix d'achat <sup>3</sup>	1,60 \$ à 1,80 \$	inchangée

1. Exclut la cotisation forfaitaire de 200 M\$ aux régimes de retraite.

2. Le BAIIA et les flux de trésorerie disponibles sont des mesures non définies par les IFRS. Se reporter à la rubrique « Mesures financières non définies par les IFRS » pour obtenir plus de détails.

3. Nous estimons que l'amortissement de la répartition du prix d'achat en 2011 se situera environ entre 90 M\$ et 95 M\$ avant impôt et que le bénéfice par action incluant l'incidence après impôt de ce montant pour 2011 se situera environ entre 1,30 \$ et 1,50 \$.

### Gestion des risques

Nous savons que nous sommes exposés à un certain nombre de risques dans le cours normal de nos activités, y compris aux facteurs énumérés dans la rubrique « Informations prospectives » au début du présent rapport de gestion, qui pourraient avoir une incidence défavorable sur notre situation financière ou nos résultats opérationnels et faire en sorte que nos résultats réels diffèrent de manière importante de ceux prévus ou prédits dans nos informations prospectives. Se reporter à notre rapport de gestion pour l'exercice clos le 31 décembre 2010 et à notre notice annuelle 2010 pour la liste des risques importants auxquels, à notre avis, nous sommes exposés. La liste des risques mentionnés ci-dessous n'est pas exhaustive, étant donné qu'il peut y avoir d'autres risques dont nous n'avons pas connaissance actuellement ou qui, selon nous, n'ont actuellement pas d'incidence importante sur nos activités consolidées, mais pourraient en avoir.

Au cours des trois premiers trimestres de 2011, nous n'avons pas repéré de changement important dans la nature des risques auxquels nous sommes exposés dans le cadre de nos activités courantes, tel qu'il est décrit dans notre rapport de gestion pour l'exercice clos le 31 décembre 2010 et dans notre notice annuelle 2010. Nous avons fourni des mises à jour à l'égard de notre cadre réglementaire et de notre contexte concurrentiel aux rubriques intitulées « Modifications réglementaires » et « État de la concurrence ».

## MESURES FINANCIÈRES NON DÉFINIES PAR LES IFRS

En plus de présenter nos résultats conformément aux IFRS, nous utilisons certaines mesures financières non définies par les IFRS comme indicateurs supplémentaires de notre performance opérationnelle et de notre situation financière à des fins de planification interne. Ces mesures non définies par les IFRS incluent :

- le BAIIA (bénéfice avant intérêts, impôt et amortissements);
- la marge du BAIIA;
- les flux de trésorerie disponibles;
- le BPA ajusté de Bell Aliant Inc.

Les termes ci-dessus n'ont pas de définition normalisée prescrite par les IFRS. Il est donc peu probable qu'ils puissent être comparés à des mesures similaires présentées par d'autres émetteurs assujettis. Le BAIIA, la marge du BAIIA, les flux de trésorerie disponibles et le BPA ajusté de Bell Aliant Inc. sont présentés sur la même base d'une période à l'autre.

### BAIIA

Nous définissons le BAIIA comme les produits opérationnels moins les charges opérationnelles; par conséquent, ce terme désigne le bénéfice opérationnel avant la dotation aux amortissements et les coûts liés aux indemnités de départ et autres coûts. Le bénéfice opérationnel est calculé avant la déduction de la charge financière nette et de l'impôt.

Le tableau qui suit présente un rapprochement du bénéfice net, du bénéfice opérationnel et du BAIIA sur une base consolidée.

<i>Pour les périodes closes les 30 septembre</i> <i>(en millions de dollars)</i>	T3		Cumul depuis le début de l'exercice	
	2011	2010	2011	2010
Bénéfice net	79,9 \$	33,1 \$	251,9 \$	350,4 \$
Ajouter : Charge financière nette	43,1	48,6	128,4	142,4
Distributions aux porteurs de parts de société en commandite échangeables de catégorie B émises par Bell Aliant, s.e.c.	-	52,3	-	157,0
Perte (profit) à la réévaluation des parts de société en commandite échangeables de catégorie B émises par Bell Aliant, s.e.c.	-	31,7	-	(156,0)
Autres charges (produits)	(1,2)	13,4	5,0	16,8
Charge (économie) d'impôt sur le résultat	31,7	(3,0)	110,6	(15,6)
(Bénéfice net) perte nette lié(e) aux activités abandonnées	0,2	(0,6)	4,4	1,1
Bénéfice opérationnel	153,7 \$	175,5 \$	500,3 \$	496,1 \$
Ajouter : Amortissements	159,5	173,1	469,8	519,6
Coûts liés aux indemnités de départ et autres coûts	26,5	0,7	32,4	15,3
BAIIA	339,7 \$	349,3 \$	1 002,5 \$	1 031,0 \$

Nous utilisons le BAIIA, entre autres mesures, pour évaluer le rendement opérationnel de nos activités courantes avant l'incidence des intérêts, de l'impôt, de la dotation aux amortissements et des coûts liés aux indemnités de départ et autres coûts. Nous excluons la dotation aux amortissements étant donné que cet élément est principalement fonction des méthodes comptables et des hypothèses utilisées par une société ainsi que de facteurs non opérationnels, comme le coût historique des immobilisations. Nous excluons cet élément parce qu'il a une incidence sur la comparabilité de nos résultats financiers et peut éventuellement donner une représentation fautive de l'analyse des tendances en matière de rendement de l'entreprise.

Le BAIIA nous permet de comparer notre rendement opérationnel de manière continue. À notre avis, certains investisseurs et analystes utilisent cette mesure pour évaluer notre capacité de payer les intérêts sur notre dette, de verser des dividendes aux actionnaires et de respecter nos autres obligations de paiement, et comme outil d'évaluation commun dans le secteur des télécommunications. Le BAIIA ne doit pas être confondu avec le bénéfice net ou le bénéfice opérationnel, qui sont les mesures définies par les IFRS les plus comparables.

La marge du BAIIA est définie comme le BAIIA en pourcentage de nos produits opérationnels.

#### Flux de trésorerie disponibles

Nous définissons les flux de trésorerie disponibles comme les flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles moins les dépenses d'investissement. Étant donné que nos activités soutiennent ultimement le versement des dividendes aux actionnaires de Bell Aliant Inc., les flux de trésorerie disponibles combinent notre rendement au chapitre des liquidités et celui de Bell Aliant Inc. Nous présentons les flux de trésorerie disponibles compte tenu et compte non tenu de la cotisation forfaitaire aux régimes de retraite effectuée au premier trimestre de 2011, car la cotisation était exceptionnelle et financée par le produit d'une émission d'actions privilégiées par une filiale, et non par les flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles.

Le tableau ci-après présente un rapprochement des flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles et des flux de trésorerie disponibles.

<i>Pour les périodes closes les 30 septembre (en millions de dollars)</i>	T3		Cumul depuis le début de l'exercice	
	2011	2010	2011	2010
Flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles	272,5 \$	258,2 \$	625,8 \$	715,8 \$
Flux de trésorerie affectés aux activités opérationnelles de Bell Aliant Inc.	(0,4)	(1,1)	(1,5)	(2,9)
Total des flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles	272,1 \$	257,1 \$	624,3 \$	712,9 \$
Dépenses d'investissement	(162,2)	(113,4)	(435,7)	(332,0)
Flux de trésorerie disponibles	109,9 \$	143,7 \$	188,6 \$	380,9 \$
Cotisation forfaitaire aux régimes de retraite	–	–	200,0	–
Flux de trésorerie disponibles avant la cotisation forfaitaire aux régimes de retraite	109,9 \$	143,7 \$	388,6 \$	380,9 \$

À notre avis, certains investisseurs et analystes utilisent les flux de trésorerie disponibles pour évaluer notre capacité à verser des dividendes aux actionnaires, à payer les intérêts sur notre dette et à respecter nos autres obligations de paiement, et comme outil d'évaluation commun dans notre secteur.

Les flux de trésorerie disponibles ne doivent pas être confondus avec les flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles, qui sont la mesure financière définie par les IFRS la plus comparable.

#### BPA ajusté de Bell Aliant Inc.

Nous définissons le BPA ajusté de Bell Aliant Inc. comme le BPA dilué de Bell Aliant Inc., ajusté pour tenir compte de l'incidence par action après impôt de l'amortissement des montants liés à la répartition du prix d'achat, lesquels représentent les ajustements au coût historique des immobilisations corporelles et incorporelles acquises dans le cadre de regroupements d'entreprises.

Le tableau suivant présente un rapprochement du BPA dilué et du BPA ajusté de Bell Aliant Inc.

<i>Pour la période close le 30 septembre 2011 (en millions de dollars, sauf les montants par action)</i>	T3		Cumul depuis le début de l'exercice	
	Montant	Par action	Montant	Par action
Bénéfice dilué par action de Bell Aliant Inc.		0,33 \$		1,06 \$
Amortissement de la répartition du prix d'achat, déduction faite de l'impôt sur le résultat	16,5 \$	0,08 \$	49,8 \$	0,22 \$
Bénéfice ajusté par action de Bell Aliant Inc.		0,41 \$		1,28 \$

Nous utilisons le BPA ajusté de Bell Aliant Inc., entre autres mesures, pour évaluer la tranche du résultat attribuable aux actionnaires ordinaires de Bell Aliant Inc. qui provient de notre performance opérationnelle, compte non tenu de l'incidence après impôt de l'amortissement de la répartition du prix d'achat. Nous excluons cet élément, car l'amortissement de certaines immobilisations incorporelles à durée de vie déterminée liées à des relations clients acquises dans le cadre de regroupements d'entreprises antérieurs se rapporte à des actifs qui ne seront pas, pour la plupart, remplacés au moyen de dépenses d'investissement futures. Les coûts futurs engagés relativement à l'acquisition de nouveaux abonnés ou à la fidélisation des abonnés existants sont pris en compte dans les charges opérationnelles courantes. Nous excluons cet élément parce qu'il a une incidence sur la comparabilité de nos résultats financiers et de ceux de Bell Aliant Inc. et peut éventuellement donner une représentation fautive de l'analyse des tendances en matière de rendement de l'entreprise. L'exclusion de cet élément ne signifie pas qu'il est non récurrent.

À notre avis, certains investisseurs et analystes utilisent cette mesure pour évaluer la capacité de Bell Aliant Inc. de verser des dividendes, lesquels dépendent entièrement de nos propres dividendes, et comme outil d'évaluation commun dans notre secteur.

Le BPA ajusté de Bell Aliant Inc. ne doit pas être confondu avec le BPA dilué, qui est la mesure financière définie par les IFRS la plus comparable.

## CONTRÔLES ET PROCÉDURES

### Contrôle interne à l'égard de l'information financière

Au cours du troisième trimestre de 2011, aucun changement n'a été apporté à notre contrôle interne à l'égard de l'information financière qui aurait eu une incidence importante ou qui serait raisonnablement susceptible d'avoir une incidence importante sur notre système de contrôle interne à l'égard de l'information financière.